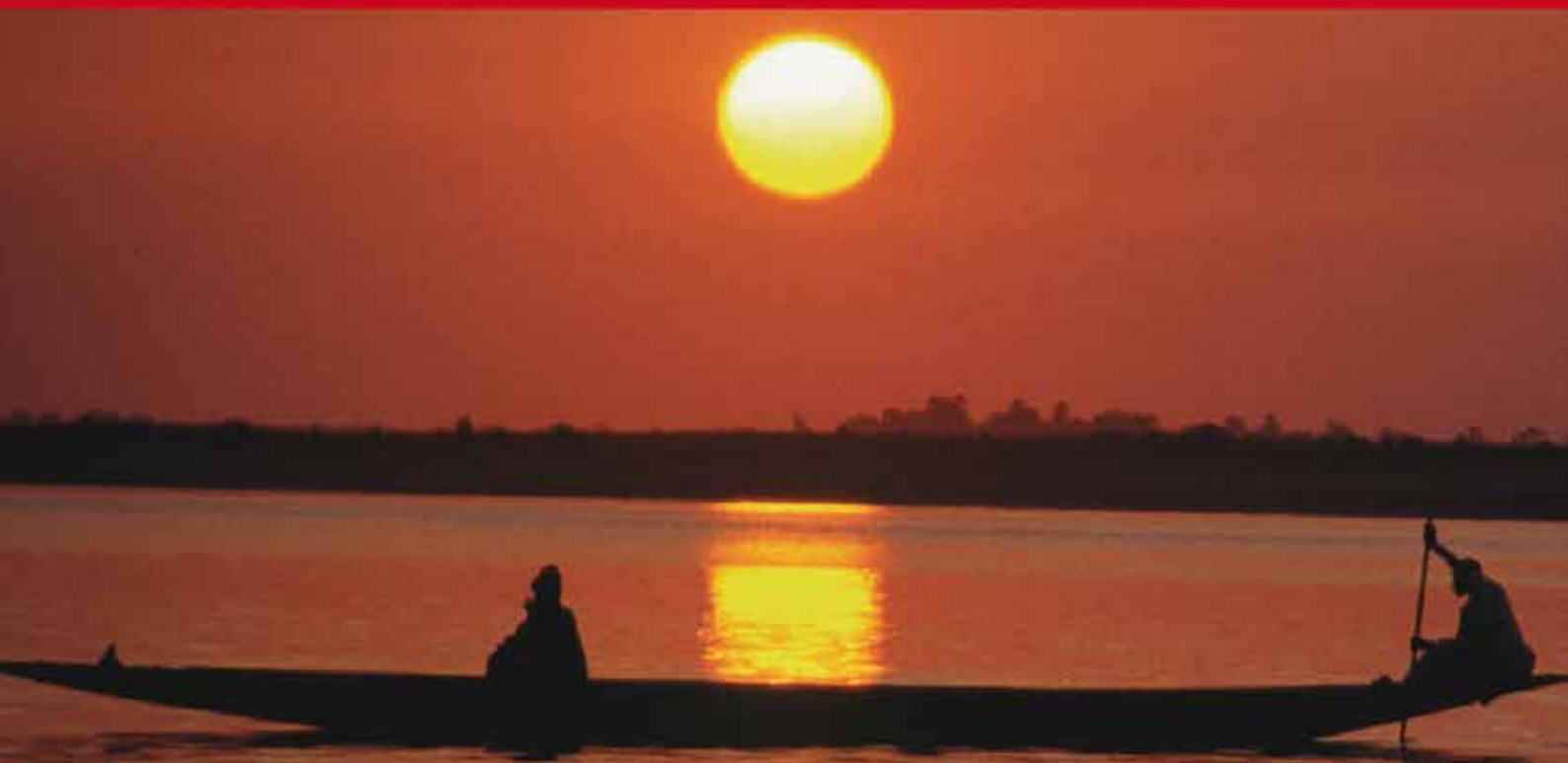




CENTRE RÉGIONAL D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST



RAPPORT ANNUEL 2017



Global Affairs
Canada

Affaires mondiales
Canada





AFRITAC DE L'OUEST

Initiative multilatérale soutenue par les pays bénéficiaires et les partenaires techniques et financiers

PAYS MEMBRES

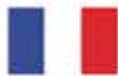


Pays membres de
l'AFRITAC de l'Ouest

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS



Allemagne



France



Italie



Koweït



Luxembourg



Pays-Bas



Suisse



Agence Canadienne de Développement
International (ACDI)



Agence Australienne de Développement
International (AUSAID)



Union Européenne



Banque Africaine de
Développement (BAD)



Banque Centrale des Etats de
l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)



Banque Européenne
d'Investissement



Fonds Monétaire International



Union Economique et Monétaire
Ouest Africaine



Centre Régional d'Assistance Technique
du Fonds monétaire international
pour l'Afrique de l'Ouest

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2017

MOT DE LA PRÉSIDENTE DU COMITÉ D'ORIENTATION DE L'AFRITAC DE L'OUEST



C'est avec plaisir que le Burkina Faso a assuré la présidence du Comité d'orientation de l'AFRITAC de l'Ouest durant les années fiscales 2016 et 2017 qui marquent la fin du Cycle III d'activités du Centre.

Les réunions du Comité organisées au cours de cette période ont permis de faire le bilan du Cycle III et d'approuver le document programme du Cycle IV qui couvre la période de juin 2017 à avril 2022.

Au cours du Cycle III de financement qui a couvert la période de 2009 à mai 2017, le Centre a su fournir une assistance technique adéquate. Que ce soit le renforcement de capacités de

nos institutions au travers des missions d'assistance technique ou des ateliers et séminaires de formation, et récemment les stages d'immersion, les résultats des activités du Centre sont probants et légions.

Je saisis l'occasion pour féliciter toutes les équipes de l'AFRITAC de l'Ouest pour le travail abattu qui contribue au rayonnement du Centre.

Les priorités et les axes stratégiques de l'assistance technique prévues pour le nouveau Cycle de cinq ans (Cycle IV) sont ambitieuses à juste titre. Elles contribueront, sans aucun doute, aux efforts que nos États déploient sans relâche pour avancer résolument vers la réalisation des Objectifs du Développement Durable.

S'agissant de l'année fiscale 2017, Comme par le passé, le Centre a fait preuve de flexibilité et d'innovation pour exécuter son programme de travail de manière satisfaisante. L'AFRITAC de l'Ouest a réussi à exécuter 86 pourcent de son programme de travail et a pu former 334 cadres de nos pays membres au cours des séminaires et 28 cadres à l'occasion des stages d'immersion organisés dans divers domaines.

Au moment où le Burkina Faso s'apprête à passer la présidence à un autre pays, au nom de tous les bénéficiaires de l'assistance technique de l'AFRITAC de l'Ouest, je voudrais exprimer mon appréciation à l'endroit des partenaires qui participent au financement des activités du Centre. Tout en les remerciant de leurs appuis durant les trois Cycles de financement de l'AFRITAC de l'Ouest qui viennent de s'écouler, je voudrais les encourager à poursuivre la bonne œuvre qu'ils font, en contribuant généreusement au financement du Cycle IV du Centre. Nous, les États membres, ferons de notre mieux pour assurer notre part.

Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori

Ministre de l'économie, des finances et du développement du Burkina Faso

TABLE DES MATIÈRES

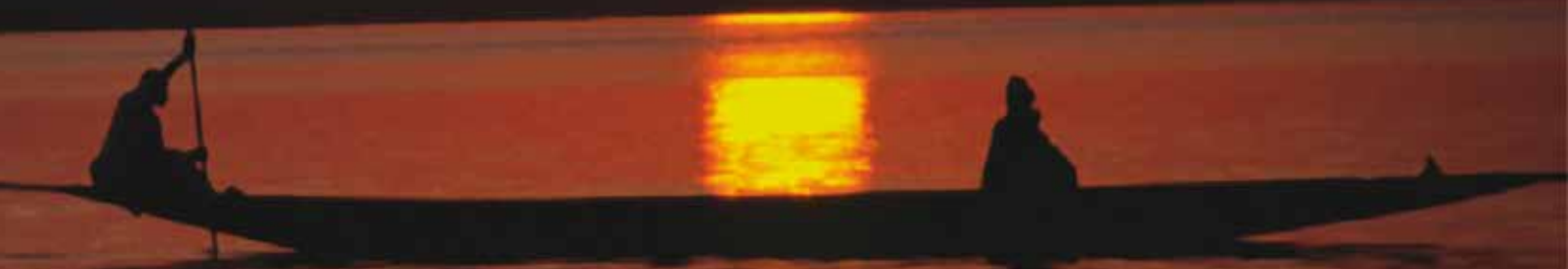
MOT DE LA PRÉSIDENTE DU COMITÉ D'ORIENTATION DE L'AFRITAC DE L'OUEST.....	3
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES	7
I. RÉSUMÉ ANALYTIQUE	10
II. PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA DERNIÈRE RÉUNION DU COMITÉ D'ORIENTATION DE L'AFRITAC DE L'OUEST.....	11
III. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU CENTRE EN 2016-17.....	12
A. Exécution du programme de travail de l'année fiscale 2017	12
B. Actions de formation et de partage d'expérience.....	17
IV. PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNÉE FISCALE 2018	26
A. Vue d'ensemble.....	26
B. Programme de travail par domaine	31
B.1. Administration douanière	31
B.2. Administration fiscale.....	35
B.3. Gestion des dépenses publiques	39
B.4. Statistiques macroéconomiques	45
B.5. Gestion de la dette publique	53
B.6. Supervision et restructuration bancaires	56
B.7. Analyse et prévisions macroéconomiques.....	58
V. COMMUNICATION, COORDINATION ET PARTENARIATS	63
VI. BUDGET DU CENTRE – EXÉCUTION EN 2017 ET PRÉVISIONS POUR 2018.....	64

GRAPHIQUES

Graphique 1. Exécution du programme de travail de l'AF 2017 par bénéficiaire (Situation au 31 mai 2017).....	15
Graphique 2. Exécution du programme de travail de l'AF 2017 par domaine d'activité (Situation au 31 mai 2017).....	16
Graphique 3. Répartition du volume d'AT par domaine (En pourcentage)	29

TABLEAUX

Tableau 1. AFRITAC de l'Ouest – Projets pluriannuels d'assistance technique au 31 décembre 2016	13
Tableau 2. Exécution du programme de travail de l'AF 2017, par domaine (Situation au 31 mai 2017).....	16
Tableau 3. Séminaires régionaux offerts au cours de l'AF2017	18
Tableau 4. Stages d'immersion organisés en AF 2017	24
Tableau 5. Synthèse du Cadre Logique Stratégique 2017-2022	28
Tableau 6. Répartition du volume d'AT par domaine, AF 2018 (En semaines-personnes).....	29
Tableau 7. Séminaires prévus pour l'année fiscale 2018	30
Tableau 8. Programme de stages d'immersion pour l'année fiscale 2018.....	31
Tableau 9. Missions prévues par pays en Administration douanière	33
Tableau 10. Missions prévues par pays en Administration fiscale.....	37
Tableau 11. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques (Budget)	41
Tableau 12. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques - Comptabilité et Trésor.....	43
Tableau 13. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques.....	46
Tableau 14. Missions prévues par pays en Statistiques du secteur réel	52
Tableau 15. Missions prévues par pays et institution en Gestion de la dette	54
Tableau 16. Missions prévues par pays en Supervision et restructuration bancaires	58
Tableau 17. Missions prévues par pays en Analyse et prévision macroéconomiques	59
Tableau 18. Récapitulatif du programme d'activités de l'AF 2018.....	61
Tableau 19. AFRITAC de l'Ouest – État des contributions financières pour le Cycle III	66
Tableau 20. AFRITAC de l'Ouest (Cycle III) - Suivi financier 2016-2017 (en dollars États-Unis)	67



LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES

AE	Autorisations d'Engagement
AF	Année fiscale
AFC	AFRITAC du Centre
AFR	Département Afrique du FMI
AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne
AFRITAC	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique
AFW	AFRITAC de l'Ouest
ANSD	Agence nationale de la statistique et de la démographie
APM	Analyse et prévisions macroéconomiques
AT	Assistance Technique
AUT	Agence UMOA-Titres
AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BCRG	Banque Centrale de République de Guinée
BEI	Banque européenne d'investissement
BGCT	Balance Générale des Comptes du Trésor
BGCE	Balance Générale des Comptes de l'État
BNV	Bureau National de la Valeur
BP	Budget Programme
BUDGECO	Budgets-Économiques
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDCP	Comptabilité en Droits Constatés et Patrimoniales
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEA	Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CF	Contrôle Fiscal
CFAP	Classification des fonctions des administrations publiques
CIP	Comptes d'Imputation Provisoire
CME	Centre des Moyennes Entreprises
CNA	Comptes Nationaux Annuels
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CNT	Comptes Nationaux Trimestriels
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
CO	Comité d'orientation
COFEB	Centre Ouest-Africain de Formation et d'Études Bancaires
CP	Crédits de Paiement

CPM	Comité de prévision et de modélisation
CREPMF	Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers
CUT	Compte unique du Trésor
CVD/CAVD	Cadre d'Analyse de la Viabilité de la Dette
DCIME	Direction du Centre des Impôts des Moyennes Entreprises
DDP	Direction de la Dette Publique
DGB	Direction Générale du Budget
DGAÉ	Direction générale des affaires économiques
DGCI	Direction générale des Contributions et des Impôts
DGD	Direction Générale des Douanes
DGE	Direction des Grandes Entreprises
DGE	Direction Générale de l'Économie
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGI	Direction Générale des Impôts
DGSBF	Direction Générale de la Supervision Bancaire et Financière
DGSCN	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
DGSIF	Direction Générale de la Supervision des Institutions Financières
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DGT	Direction Générale du Trésor
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DND	Direction Nationale des Douanes
DNI	Direction Nationale des Impôts
DNCI	Direction Nationale du Cadastre et des Impôts
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPAM	Direction de la prévision et des analyses macroéconomiques
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPME	Direction des Petites et Moyennes Entreprises
DPPD	Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses
DPPSE	Direction des prévisions, des politiques et des statistiques économiques
ECT	Expert Court Terme
ERETES	Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FAD	Département des Finances Publiques du FMI
FMI	Fonds Monétaire International
FP	Finances Publiques
GAR	Gestion automatisée du risque
GIZ	Coopération Technique Allemande
ICC	Indicateurs du coût de la construction
ICD	Institut pour le Développement des Capacités du FMI
IGA	Indices des conditions générales d'activités
INS	Institut National de Statistique
INSAE	Institut National de Statistiques et d'Analyse Économique
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
INSEE	Institut National de Statistique et des Études Économiques
INSEED	Institut National de la Statistique et des Études Économiques

	et Démographiques
IPCE	Indices des prix du commerce extérieur
ISBLSM	Institutions sans but lucratif au service des ménages
ISCA	Indicateurs synthétiques du climat des affaires
MBP6	6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la position extérieure globale
MCM	Département des Marchés Monétaires et Capitaux du FMI
MSFP	Manuel de Statistiques de Finances Publiques
MOSARE	Modèle de simulation et d'analyse des réformes
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Organisation Mondiale des Douanes
PCE	Plan Comptable de l'État
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	Évaluation de la Gestion de l'Investissement Public
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPAT	Projet Pluriannuel d'Assistance Technique
PTF	Partenaires Techniques Financiers
RAFIT	Outils d'Information de l'administration fiscale
RAR	Restes À Recouvrer
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
SFP	Statistiques des Finances Publiques
SGBU	Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
SGDD	Système Général de Diffusion des Données
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SNA	Système des comptes nationaux
SPR	Département du FMI en charge de Stratégie, Politique et Revue
SYDONIA	SYstème DOuaNIer Automatisé
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest-africaine

I. RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. **La dernière réunion du Comité d’Orientation de l’AFRITAC de l’Ouest a eu lieu le 23 février 2017 à Ouagadougou.** Au cours de ses travaux, le Comité a entériné les rapports portant sur l’exécution du programme de travail et du budget de l’exercice 2016-17 à fin-décembre 2016, et le budget et le programme de travail de l’année fiscale 2018. Il a également adopté le Document Programme pour le Cycle IV de financement du Centre.
2. **Ce rapport présente les activités et les résultats de l’AFRITAC de l’Ouest pour l’année fiscale 2017, ainsi que son programme de travail pour l’AF 2018.** Au cours de l’AF 2017, le Centre a exécuté 86% de son volume d’activités. En plus des missions d’assistance technique, il a offert 10 séminaires régionaux et un cours de Programmation et Politiques Financières, effectué en collaboration avec l’Institut de renforcement de capacités du FMI, ainsi que 10 stages d’immersion. Ces actions de formation ont permis de renforcer les capacités et l’expérience d’environ 350 cadres des pays et institutions membres de l’AFRITAC de l’Ouest.
3. **Les activités qui étaient programmées pour l’AF 2017 ont été exécutées en totalité en Administration fiscale, et à des taux très élevés dans les autres domaines.** Parmi les facteurs explicatifs des variations observées se trouvent les suspensions et annulations de missions, une faible demande d’assistance technique dans le domaine de supervision et restructuration bancaires, et la prise de fonction retardée de trois nouveaux Conseillers résidents. Dans l’ensemble, l’exécution des missions était proche des niveaux programmés, à l’exception de celles organisées auprès des organisations régionales ou la demande était très faible, particulièrement pour la BCEAO. Bien que certaines lenteurs aient été observées dans la mise en œuvre des recommandations fournies par le Centre, des résultats notables ont pu être réalisés au cours de la période par rapport aux jalons fixés en début d’année.
4. **Le programme de travail de l’AF 2018 est ambitieux aussi bien au niveau des objectifs que des jalons programmés.** Il marque la première année du Cycle IV du Centre (juin 2017-avril 2022), et à ce titre, il est bâti sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de l’assistance technique au cours du Cycle III, tout en prenant en compte les nouveaux défis et priorités, notamment la réalisation des Objectifs du Développement Durable. Le programme de travail prévoit 612 semaines-personnes d’activités, soit une augmentation d’environ 11% ; 12 séminaires régionaux, un cours de Programmation et Politiques Financières et ; 10 stages d’immersion. Par ailleurs, la nouvelle AF verra la mise en œuvre de l’Initiative du FMI pour le renforcement de l’AT aux pays en situation de fragilité. Pour l’AFRITAC de l’Ouest il s’agira de la Guinée et du Mali. Un Conseiller en administration fiscale a été recruté dans ce cadre.
5. **Le Centre a continué ses actions de communication et de vulgarisation de ses activités.** Celles-ci ont été menées à l’occasion des rencontres de la Directrice du Centre avec les représentations des bailleurs de fonds, avec les autorités des pays membres, et avec les médias. Les actions de communication ont également été menées à travers la mise à jour régulière des informations, des communiqués de presse, gazettes et autres documents affichés sur le site internet de l’AFRITAC de l’Ouest.

II. PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA DERNIÈRE RÉUNION DU COMITÉ D'ORIENTATION DE L'AFRITAC DE L'OUEST

6. **Le Comité d'Orientation de l'AFRITAC de l'Ouest s'est réuni le 23 février 2017 à Ouagadougou, Burkina Faso. À l'issue de cette session, le Comité d'Orientation a :**

- ❖ Entériné le Document Programme pour le Cycle IV de l'AFRITAC de l'Ouest, qui couvre la période de juin 2017 à avril 2022.
- ❖ Encouragé les pays membres ayant une capacité financière plus élevée et donc pouvant contribuer davantage au budget du Centre pour le Cycle IV, de pouvoir y consentir.
- ❖ Accueilli avec satisfaction les engagements déjà pris à ce jour par les partenaires extérieurs du Centre pour leurs appuis au financement du Cycle IV. Il s'agit en particulier de l'Union Européenne, de l'Allemagne, du Luxembourg et des Pays-Bas.
- ❖ Entériné le recrutement d'un nouveau Conseiller résident dont le travail sera d'abord concentré sur deux pays (la Guinée et le Mali) et par la suite sur d'autres pays membres si cela s'avérait nécessaire.
- ❖ Entériné le recrutement d'un expert en Gestion Axée sur les Résultats pour un an.
- ❖ Pris acte de ce que, sur base du système de rotation, tous les deux ans par ordre alphabétique, la Côte d'Ivoire aura la Présidence du Comité d'Orientation pour la période de juin 2017 à avril 2019.
- ❖ Décidé que la prochaine réunion du Comité d'Orientation aura lieu en Côte d'Ivoire en mars 2018.



La vingt-septième réunion du Comité d'Orientation, Ouagadougou, février 2017

III. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU CENTRE EN 2016-17

A. Exécution du programme de travail de l'année fiscale 2017

7. **L'année fiscale 2017 (mai 2016-avril 2017) marque la fin du Cycle III de financement de l'AFRITAC de l'Ouest.** Pendant cette année, le Centre a exécuté 86% de son volume d'activité, soit 552 semaines-personnes. Ce volume a été couvert avec des missions d'assistance technique, 10 séminaires régionaux, un cours de Programmation et Politiques financières, effectué en collaboration avec ICD, et 10 stages d'immersion.
8. **La mise en œuvre des activités était conforme au programme de travail approuvé par le Comité d'orientation.** Elle visait la réalisation des jalons et objectifs fixés pour l'année fiscale 2016-17, eux-mêmes inscrits dans le cadre logique à moyen terme du Centre pour le Cycle III. Le programme de travail a également été exécuté dans le cadre des projets pluriannuels d'AT, dont la plupart était en fin de cycle (Tableau 1). Les variations observées dans l'AT fournies s'expliquent principalement par les annulations de missions liées à la situation sécuritaire dans certains pays, au report des missions faits à la demande des autorités, et à une faible demande d'assistance technique, particulièrement dans le domaine de la supervision bancaire.
9. **Au cours de la période sous revue, le Centre à tirer les leçons suivantes :**
 - ❖ La flexibilité de l'AFRITAC de l'Ouest dans la conduite de ses activités reste un atout majeur qui permet d'accompagner efficacement les États membres lorsqu'un appui d'urgence est demandé.
 - ❖ Les activités de formation, notamment en forme d'ateliers nationaux et de stages d'immersion sont en forte demande, et très appréciées par les bénéficiaires.
 - ❖ La nomination des candidats participant aux séminaires régionaux continue à se faire avec retard par rapport aux délais donnés par le Centre. Cependant, il y a eu moins de changements tardifs des participants et d'annulations, ce qui a permis de réduire les coûts liés aux pénalités imposées par les agences de voyages pour les modifications apportées aux billets d'avion.
 - ❖ Plusieurs facteurs continuent à gêner la mise en œuvre efficace des activités d'assistance technique. Parmi eux on peut citer : (i) le niveau insuffisant des ressources humaines ou matérielles ; (ii) le manque de coordination entre les services impliquées dans la mise en œuvre des recommandations de l'assistance technique et ; (iii) l'implication insuffisante des décideurs.
 - ❖ Le Centre continue à avoir des difficultés à mobiliser des experts de court terme ayant une expérience avérée, particulièrement dans les domaines de Statistiques de finances publiques, et celui d'Analyse prévisions macroéconomiques.

Tableau 1. AFRITAC de l'Ouest – Projets pluriannuels d'assistance technique au 31 décembre 2016

Domaines	Thème du projet	Total	BEN	BFA	CIV	GIN	GNB	MLI	MRT	NER	SEN	TGO	BCEAO	AUT
Administration douanière	Gestion automatisée du risque.	6												
	Bureau National de la Valeur.	1												
Administration fiscale	Direction des Moyennes Entreprises.	7												
	Gestion des restes à recouvrer.	6												
Gestion des dépenses publiques- Budget	Budget-programme.	1												
	Préparation Budgétaire.	1												
	Pilotage de la masse salariale.	1												
	Comptabilité en droits constatés et patrimoniale.	4												
Gestion des dépenses publiques- Comptabilité publique.	Gestion de trésorerie.	1												
	Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 2008.	2												
Statistiques du secteur réel	Mise en place des comptes nationaux trimestriels.	4												
	Publication des comptes nationaux annuels selon le SCN de 1993.	1												
	Cadre de gestion de la dette.	4												
Gestion de la dette et Développement des marchés financiers	Développement du marché des titres publics dans l'UMOA.	1												
	Renforcement de la supervision bancaire.	2												
Supervision et restructuration bancaires	Accords de Bâle II et Bâle III.	1												
Total		43	7	6	3	2	1	7	4	2	3	6	1	1



Projet clôturé



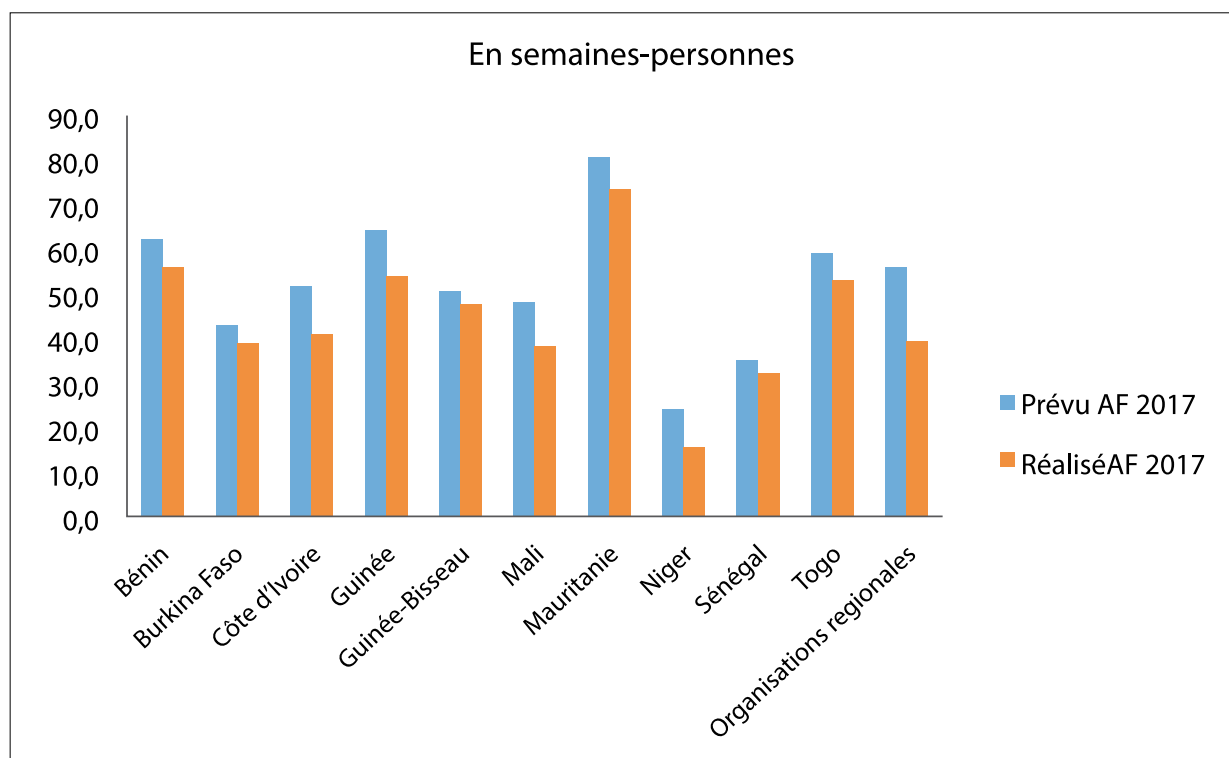
Projet reconduit



Projet annulé

10. **L'accompagnement de l'AFRITAC de l'Ouest a abouti à des résultats importants.** Les activités d'AT ont, dans l'ensemble été proches des niveaux programmés, à l'exception des organisations régionales ou la demande d'AT a été très faible (Graphique 1). Malgré quelques lenteurs dans la mise en œuvre des recommandations d'AT, des résultats notables ont été réalisés (Annexe 1), parmi lesquels on peut citer :
- ❖ Assainissement de la base de données des contribuables (**Bénin, Burkina Faso, Guinée-Bissau**) ;
 - ❖ Préparation d'un manuel de procédures comptables (**Bénin**) ;
 - ❖ Renforcement du fichier pour les Centres des Moyennes Entreprises (**Côte d'Ivoire, Guinée**) ;
 - ❖ Production à titre expérimental, des différents tableaux du cadre d'analyse minimum de finances publiques (**Côte d'Ivoire**) ;
 - ❖ Élaboration des Comptes Nationaux Annuels définitifs de 2014 et provisoires de 2015 ; et préparation au changement de l'année de base (**Guinée**) ;
 - ❖ Identification des sources de vulnérabilité de la dette (**Guinée**) ;
 - ❖ Préparation d'un guide des procédures automatisées de dédouanement (**Guinée-Bissau**) ;
 - ❖ Mise à niveau du système d'information (SIGFiP), et formation des comptables à l'utilisation des fonctionnalités du module comptable du système (**Guinée-Bissau, Togo**) ;
 - ❖ Élaboration d'un plan de contrôle ponctuel pour un échantillon de contribuables présentant de risques d'évasion fiscale (**Mali**) ;
 - ❖ Création d'une base de données des valeurs de référence, et activation du champ bloquant dans SYDONIA (**Mauritanie**) ;
 - ❖ Réduction des délais de diffusion des Comptes Nationaux Annuels (**Mauritanie, Togo**) ;
 - ❖ Finalisation du projet de loi bancaire (**Mauritanie**) ;
 - ❖ Formation sur les spécifications et les fonctionnalités des modèles de prévision de l'inflation et des agrégats monétaires, et sur les méthodes de calcul de l'inflation sous-jacente (**Mauritanie**) ;
 - ❖ Renforcement du contrôle fiscal (**Sénégal**) ;
 - ❖ Préparation des ébauches de TOFE pour le sous-secteur de la sécurité sociale et des unités extra budgétaires (**Sénégal**) ;
 - ❖ Renforcement du cadre organisationnel de l'Agence **UMOA-Titres**.

Graphique 1. Exécution du programme de travail de l'AF 2017 par bénéficiaire
(Situation au 31 mai 2017)

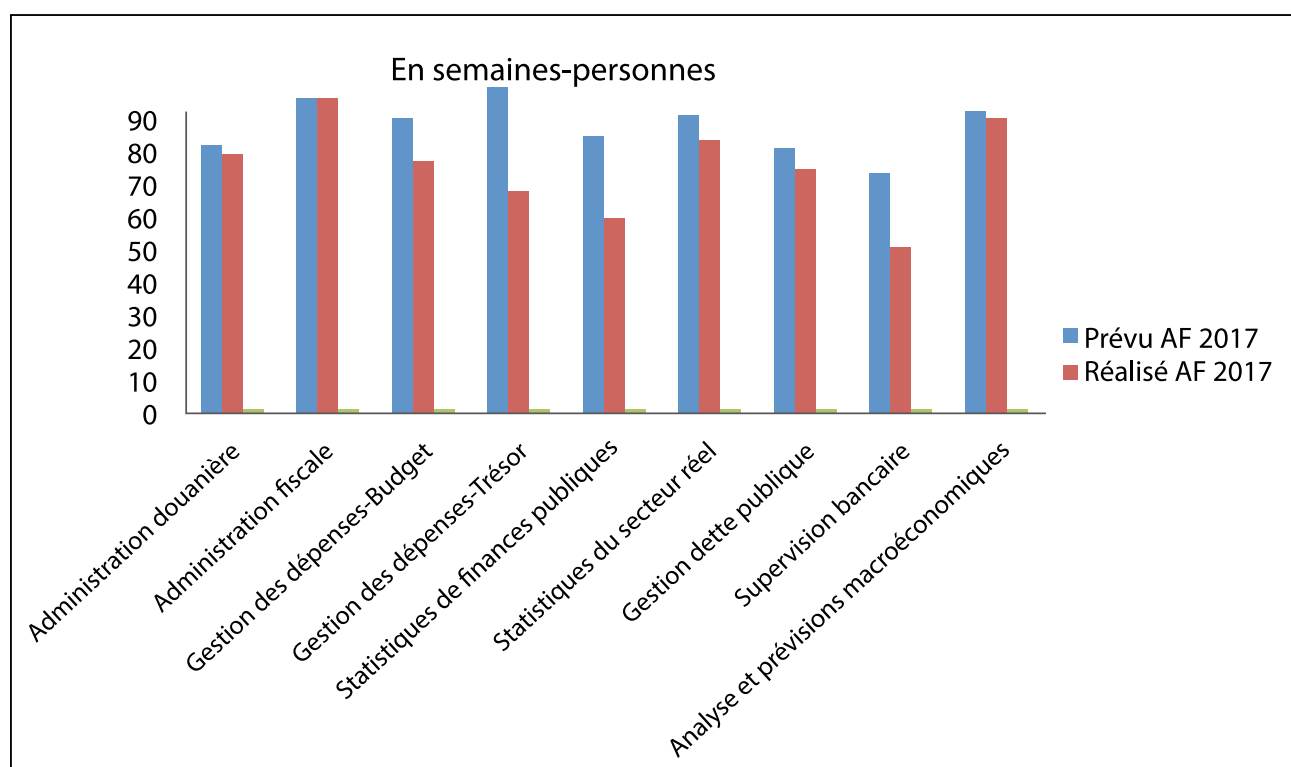


11. **L'analyse par domaine montre que comparé aux objectifs attendus, l'exécution du programme de travail était satisfaisante.** Les activités prévues au programme de travail pour l'AF 2017 ont été exécutées en totalité en Administration fiscale, et ont atteint des taux très élevés dans les autres domaines (Tableau 2 et Graphique 2). Parmi les facteurs explicatifs des variations observées se trouvent les suspensions de missions pour raison de sécurité, les annulations de missions, une faible demande d'AT en supervision et restructuration bancaire, et la prise de fonction retardée de nouveaux conseillers résidents en Supervision bancaire, en Statistiques de finances publiques et en Administration douanière.

Tableau 2. Exécution du programme de travail de l'AF 2017, par domaine
(Situation au 31 mai 2017)

Domaine d'activités	Ressources programmées AF 2017	Ressources utilisées AF2017	Taux d'exécution
Administration douanière	67	65	97%
Administration fiscale	79	79	100%
Gestion des dépenses-Budget	73	63	86%
Gestion des dépenses-Trésor	81	55	68%
Statistiques de finances publiques	69	49	71%
Statistiques du secteur réel	75	68	91%
Gestion de la dette publique	66	61	92%
Supervision et restructuration bancaires	60	41	68%
Analyse et prévisions macroéconomiques	75	73	97%
TOTAL	645	554	86%

Graphique 2. Exécution du programme de travail de l'AF 2017 par domaine d'activité
(Situation au 31 mai 2017)



B. Actions de formation et de partage d'expérience

12. **En termes d'actions de formation et de partage d'expérience, le Centre a organisé 10 séminaires régionaux, un cours régional et 10 stages d'immersion.** La présente section fournit les détails sur ces actions.

Séminaires régionaux

13. **Les onze séminaires régionaux organisés par le Centre ont permis de former 334 cadres des pays et institutions membres (Tableau 3).** Ces derniers ont largement apprécié l'opportunité offerte par le Centre pour enrichir leurs expériences et échanger avec leurs pairs des autres pays. Les thèmes traités lors de ces séminaires portaient sur :
- ❖ Les comptes nationaux.
 - ❖ Les problématiques de risques et d'opportunités liés à l'accès aux marchés internationaux de capitaux.
 - ❖ Le contrôle des opérations fiscales dans le secteur de télécommunication et l'utilisation de RAFIT, un outil important d'analyse des performances des administrations fiscales.
 - ❖ La gestion et le contrôle des exonérations en douane.
 - ❖ La programmation et les politiques financières (cours donné en collaboration avec ICD).
 - ❖ Le cadrage macroéconomique et son utilisation pour l'élaboration des budgets de programme.
 - ❖ L'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques ;
 - ❖ La supervision des banques en difficultés.
 - ❖ Les exigences de la transparence et de la gouvernance financière publique, et la gestion active de la trésorerie pour le financement du budget de l'État.
14. **Opportunités de partenariat avec d'autres pourvoyeurs d'AT.** Certaines de ces actions de formation étaient organisées en partenariat avec des Institutions régionales, l'institut de formation du FMI (ICD), et avec le Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique Centrale (Voir Tableau 3). Un résumé de ces divers séminaires est présenté ci-dessous.

Tableau 3. Séminaires régionaux offerts au cours de l'AF2017

Domaine	Thème	Lieu	Date	Partenaires	Participants
Administration douanière	Renforcer la gestion et le contrôle des exonérations.	Nouakchott	8-12 mai 2017		32
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cours sur la programmation et les politiques financières.	Dakar	24 avril - 5 mai 2017	ICD	32
Analyse et prévisions macroéconomiques	Le cadrage macroéconomique et son utilisation pour l'élaboration des budgets de programmes.	Conakry	27-31 mars 2017		37
Statistiques de finances publiques	L'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques au sous-secteur de la sécurité sociale.	Dakar	10-14 avril 2017		39
Supervision et restructuration bancaires	La supervision des banques en difficultés.	Abidjan	18-21 avril 2017		29
Gestion de la dette publique	Opportunités et risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux.	Abidjan	18-22 juillet 2016	AFC	23
Administration fiscale	Contrôle fiscal des opérations du secteur des télécommunications.	Dakar	19-23 septembre 2016		31
Administration fiscale	Gestion des indicateurs de performance et l'outil d'analyse des performances des administrations fiscales (RAFIT).	Abidjan	20-24 juin 2016	FAD	10
Statistiques du secteur réel	Harmonisation des méthodes et outils de travail sur ERETES, logiciel de comptabilité nationale.	Abidjan	27 juin-1 ^{er} juillet 2016	INSEE	36
Gestion des dépenses publiques-Budget	L'alignement de la documentation budgétaire sur les exigences de la transparence, et de la gouvernance financière publique.	Yaoundé	23-27 janvier 2017	AFC	26
Gestion des dépenses publiques-Trésor	Assurer une gestion active de la trésorerie pour le financement du budget de l'État.	Abidjan	16-20 janvier 2017		39

« Contrôle fiscal des opérations du secteur des télécommunications »

15. Ce séminaire s'est tenu au Sénégal du 19 au 23 septembre 2016, avec la participation d'une trentaine de représentants des dix pays couverts par le Centre. Il a permis aux participants d'acquérir les meilleures pratiques utilisées par les pays de l'OCDE en matière de prix de transfert, et de partager l'expérience de l'Afrique de l'Est en matière de fiscalisation du secteur des télécommunications.



« Gestion des indicateurs de performance et l'outil d'analyse des performances des administrations fiscales (RAFIT) »

16. Le séminaire, organisé à Abidjan a connu la participation de dix points focaux RA-FIT des administrations fiscales des pays membres du Centre. Les participants ont appris les objectifs du management d'une administration fiscale, les principes qui sous-tendent l'élaboration d'un plan d'actions stratégique d'une administration fiscale, les outils de pilotage d'une administration fiscale, la présentation de la nouvelle plateforme ISORA et les moyens disponibles pour le remplissage des données dans cette plateforme.



« *L'accès aux marchés des capitaux internationaux* »

17. Tenu à Abidjan ce séminaire régional a regroupé en juillet 2016, une quarantaine de participants représentant les dix-huit États membres de l'AFRITAC du Centre et de l'AFRITAC de l'Ouest, de l'Agence UMOA-Titres, des banques centrales et des commissions des marchés financiers des deux sous-régions. Il a permis la formation des participants, et un échange d'expérience fructueux sur la problématique d'émission



des obligations sur les marchés des capitaux internationaux. Il a été également l'occasion de sensibiliser les participants sur les risques inhérents aux émissions sur ces marchés ainsi que sur les mesures à mettre en œuvre pour atténuer les facteurs de vulnérabilité qui peuvent en résulter.

« *L'harmonisation des méthodes de travail avec ERETES* »

18. Ce séminaire régional organisé à Abidjan avait pour but de faciliter la migration vers le *SCN 2008*. Il a offert un cadre d'échange entre comptables nationaux sur les outils et les méthodes d'élaboration des comptes nationaux mis en œuvre avec le système informatique de comptabilité nationale ERETES. L'évaluation de ces pratiques dans la perspective d'une meilleure utilisation



d'ERETES pour produire des comptes nationaux plus fiables et comparables a permis de dégager des voies d'amélioration afin d'assurer une migration harmonieuse vers le *SCN 2008*. Les participants ont été sensibilisés sur le lien entre le renforcement de la démarche intégrée et itérative d'élaboration des comptes nationaux dans ERETES et l'amélioration de leur qualité, et l'importance de l'élaboration et du suivi-évaluation d'un plan de communication. Le séminaire, animé par les experts de l'AFRITAC de l'Ouest, de l'INSEE et d'AFRISTAT a réuni une quarantaine de participants issus des 10 États membres d'AFRITAC de l'Ouest, de la Commission de l'UEMOA, de la BCEAO et de la BCRG.

« Le cadrage macroéconomique et son utilisation pour l'élaboration des budgets de programmes »

19. Organisé à Conakry, ce séminaire a permis d'évaluer les dispositifs institutionnels qui régissent les travaux d'élaboration des cadrages macroéconomiques et des prévisions budgétaires dans les pays couverts par AFRITAC de l'Ouest ainsi que des outils qui sont utilisés à cette fin. Il a été l'occasion d'identifier les bonnes pratiques et de proposer des pistes pour rendre plus performants les outils, le dispositif institutionnel et l'organisation des prévisions macroéconomiques et budgétaires dans ces pays. Enfin, il a permis de former les participants sur les enjeux du budget programme et leurs implications sur les processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques.

« Cours sur la programmation et les politiques financières »

20. Le Centre a organisé à Dakar, du 24 avril au 5 mai 2017, un cours sur la programmation et les politiques financières en collaboration avec l'Institut du FMI pour le renforcement de capacités, et la BCEAO. Ce cours a permis aux participants de s'approprier des connaissances sur divers thèmes notamment les questions liées aux interrelations entre les comptes macroéconomiques, les méthodes d'analyse quantitative et prévisionnelle, la politique budgétaire et la gestion des flux d'aide, ainsi que le cadre analytique pour l'ajustement macroéconomique et les réformes structurelles.



« Renforcer la gestion et le contrôle des exonérations douanières »

21. Ce séminaire, qui s'est déroulé à Nouakchott du 8 au 12 mai 2017, a concerné une trentaine de participants. La CNUCED et l'OMD avait également délégué des représentants. L'objectif principal du séminaire était de poursuivre le renforcement de capaci-



tés des administrations douanières dans la gestion, le suivi, et les vérifications des exonérations de droits et taxes à l'importation. Il visait à introduire une approche plus rationnelle et plus pertinente s'appuyant (i) sur les outils informatiques et (ii) sur une culture des contrôles fondée sur la gestion du risque. L'atelier a permis aux participants de partager leur expérience sur les problèmes liés à l'appréhension de la matière, des procédures et des pratiques de gestion et de contrôle des exemptions douanières, et de concevoir un registre de gestion des risques applicable auxdites exemptions.

« La supervision des banques en difficultés »

22. Le séminaire a permis de mettre en évidence les modalités d'identification, de suivi et de traitement des difficultés bancaires afin d'éviter la liquidation des institutions financières et de limiter l'impact sur les finances publiques des pays concernés. À travers la réalisation de cas pratiques, le séminaire a permis aux participants d'enrichir leurs connaissances concernant la détection et la prévention des difficultés des banques par le superviseur, les apports de la supervision basée sur les risques, l'utilisation d'outils spécifiques (Stress tests, évaluation des bilans bancaires), les différents schémas de résolution des crises pour préserver la stabilité financière et réduire le coût financier pour l'État et/ou le système d'assurance des dépôts et les mécanismes de gestion des difficultés des banques, ainsi que l'articulation entre les acteurs concernés.



« L'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques au sous-secteur de la sécurité sociale »

23. Le séminaire a réuni plus d'une trentaine de représentants des dix pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest. Il visait principalement à renforcer les connaissances et la capacité technique des participants sur la sectorisation et le traitement des statistiques des organismes de protection sociale selon les standards



du Manuel de Statistiques de Finances Publiques (MSFP 2001/2014). Les travaux ont permis de renforcer la capacité des pays de la sous-région à produire et à diffuser le tableau des opérations financières du sous-secteur de la sécurité sociale conformément aux nouvelles normes internationales, et de consolider les statistiques du secteur des administrations publiques.

« Alignement de la documentation budgétaire sur les exigences de la transparence de la gouvernance financière publique »

24. Le Séminaire organisé conjointement par les AFRITACs de l'Ouest et du Centre du 23 au 27 janvier 2017, à Yaoundé, visait à renforcer les capacités des participants dans la production d'une documentation budgétaire conforme, pour un contrôle efficace de la gouvernance financière publique. Ainsi, pour bien cerner la problématique de la documentation budgétaire dans le contexte des exigences de la transparence de la gouvernance financière, le séminaire a été l'occasion pour renforcer les connaissances des participants sur la documentation budgétaire comme enjeu de la transparence et de gouvernance financière publique ; la documentation budgétaire à l'étape de la formulation du budget ; la documentation budgétaire des projets de loi de finances ; la documentation budgétaire destinée à la société civile et au public ; le reporting et la production des comptes de l'État et ; le contrôle juridictionnel et les différents rapports de la Cour des Comptes.

« Assurer la gestion active de la trésorerie pour le financement du budget de l'État dans chaque État membre de l'AFRITAC de l'Ouest »

25. Le séminaire qui s'inscrit dans la dynamique de l'accompagnement des États par le FMI et l'AFRITAC de l'Ouest, dans la mise en œuvre d'une gestion efficace de la trésorerie et la consolidation du compte unique du Trésor a permis de renforcer les capacités des participants sur le cadre institutionnel pour la gestion active de la trésorerie ; la construction des prévisions infra-annuelles et annuelles de la trésorerie pour une exécution optimale du budget de l'État ; la problématique de l'articulation entre le Plan de Passation des Marchés (PPM), le Plan d'Engagement (PE) de la dépense et le Plan de Trésorerie (PT) ; la gestion de la trésorerie et la gestion de la dette pour le financement des besoins de l'État ; l'état du marché des titres en zone UEMOA et ; le Compte unique du Trésor (CUT) : concepts, structuration et modalités de mise en œuvre.

Stages d'immersion

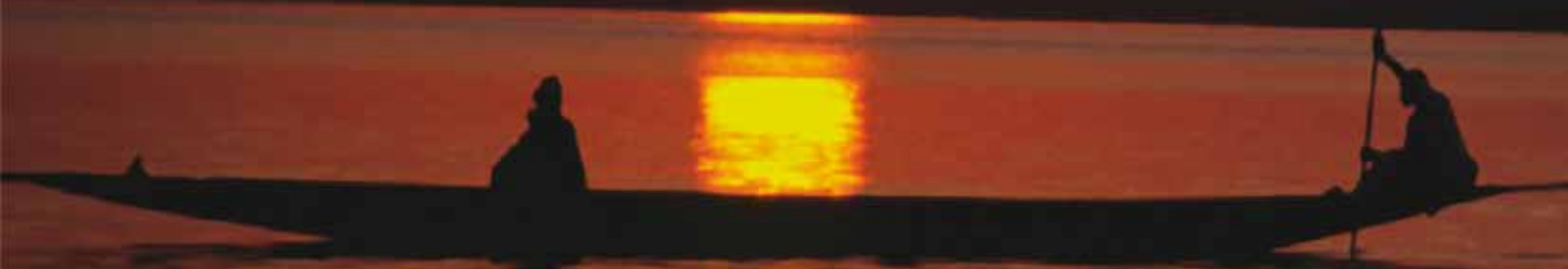
26. **Le programme de stages d'immersion s'est intensifié au cours de l'AF 2017.** En effet vingt-huit cadres des pays membres du Centre ont effectué des stages dans divers domaines, une hausse sensible par rapport à l'année dernière. Ces stages se sont déroulés dans sept pays (Bénin, Royaume du Maroc, Cameroun, Niger, Sénégal, Burkina Faso et Gabon), et ils portaient sur les thèmes indiqués au Tableau 4 ci-dessous. Ils ont été fort appréciés par les

participants, dont l'un a noté : « *La mission d'imprégnation au Niger a été pour nous, une source d'inspiration formidable. Une telle initiative est salutaire et encourageante, dans la mesure où le Mali et le Niger partagent presque les mêmes réalités socio-économiques ...* ». La possibilité de travailler directement avec les pairs sur un sujet précis, continue à être noté comme l'une des forces des stages d'immersion.

Tableau 4. Stages d'immersion organisés en AF 2017

Domaine	Sujets du stage	Pays hôte	Pays bénéficiaire	Date
Administration fiscale	La mise en œuvre des réformes organisationnelles.	Cameroun	3 cadres du Sénégal	26 mai au 10 juin 2016
Statistiques du secteur réel	Le changement de l'année de base et la mise en œuvre du SCN 2008.	Cameroun	3 cadres du Burkina Faso	24 septembre au 1er octobre 2016
Statistiques du secteur réel	Élaboration des Comptes Nationaux Trimestriels.	Burkina Faso	2 cadres du Niger	14 au 24 septembre 2016
Statistiques du secteur réel	Élaboration des comptes d'une année courante avec le module ERETES.	Royaume du Maroc	5 cadres du Sénégal	5 au 11 juin 2016
Gestion des dépenses publiques	La bascule au budget de programme.	Gabon	Côte d'Ivoire, Bénin, Sénégal, Mali	13 au 22 juin 2016
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadre institutionnel et appropriation du processus de cadrage macroéconomique.	Niger	Guinée, Mali	16 mai au 3 juin 2016
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadre institutionnel et dispositifs d'analyse et de prévisions macroéconomiques.	Sénégal	Côte d'Ivoire	9 au 27 mai 2016
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadre institutionnel et dispositifs d'analyse et de prévisions des recettes fiscales.	Royaume du Maroc	3 cadres de la Côte d'Ivoire	6 au 10 février 2017
Statistiques du secteur réel	Réalisation des travaux de réconciliation des données et de synthèse, et l'archivage des données sous ERETES.	Bénin	3 cadres de la Guinée-Bissau	10 au 21 avril 2017
Supervision bancaire	La garantie des dépôts	Royaume du Maroc	2 cadres de la Guinée	7 au 13 mai 2017

27. **Administration fiscale** Trois cadres sénégalais ont bénéficié du programme d'apprentissage par les pairs. La DGI du Sénégal actuellement engagée dans une réforme de ses structures et procédures a sollicité de bénéficier de l'expérience de la DGI camerounaise dans les trois domaines suivants ; (i) Le renforcement de la gestion des moyennes entreprises ; (ii) Le



pilotage du contrôle fiscal et la stratégie de l'élargissement de l'assiette fiscale et : (iii) La modernisation de la fonction du recouvrement des impôts et taxes. Dans leurs témoignages, les participants ont noté en particulier que parmi les conditions qui favorisent la mise en œuvre efficace des réformes on peut citer l'implication effective des acteurs concernés, un pilotage efficace, et une communication suffisante permettant d'internaliser les réformes.

28. **Gestion des dépenses publiques** Quatre cadres de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Bénin et du Mali ont séjourné pendant dix jours à Libreville pour s'imprégner de l'expérience gabonaise de la bascule au budget de programme qui y est effective depuis le 1^{er} janvier 2015. Comme principaux enseignements, les participants ont fait ressortir que la mise en place du budget de programme est une démarche de longue haleine. En effet, au-delà des aspects techniques liés à l'appropriation des nouveaux paradigmes, cette importante réforme requiert aussi, entre autres conditions, un fort investissement des acteurs, une coalition de tous les acteurs autour de la réforme, une équipe pluridisciplinaire dédiée, et des moyens financiers adéquats.
29. **Statistiques du secteur réel.** Plusieurs cadres du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso ont renforcé leurs capacités d'élaboration des comptes nationaux lors des voyages d'études organisés par l'AFRITAC de l'Ouest.
- ❖ **Sénégal** : cinq cadres de l'ANSD du Sénégal, dont un entièrement pris en charge par le Gouvernement du Sénégal ont visité le Haut-Commissariat au Plan du Maroc et examiné l'organisation mise en place au Maroc pour élaborer les comptes nationaux de façon générale et une année de base en particulier, ainsi que les modalités d'un plan de communication dans le cadre de la migration vers le *SCN 2008*.
 - ❖ **Niger** : deux cadres de l'INS ont visité l'INSD du Burkina Faso pour s'imprégner et discuter des thèmes liés aux comptes trimestriels dans les deux pays et partager les difficultés rencontrées par l'INSD lors de la diffusion des CNT, et leurs perspectives d'amélioration. Ils ont participé aux processus de finalisation et de diffusion du PIB du deuxième trimestre 2016.
 - ❖ **Burkina Faso** : quatre cadres de l'INSD, dont un entièrement pris en charge par le Gouvernement du Burkina Faso ont visité l'INS du Cameroun pour examiner les questions méthodologiques et les stratégies de mise en œuvre des changements pertinents apportés par le *SCN 2008*, ainsi que les méthodes de mise en œuvre de la réropolation des CNA et des CNT.
 - ❖ **Bénin** : trois cadres de l'INS de Guinée-Bissau ont visité l'INSAE du Bénin pour se familiariser avec les méthodes de travail avec ERETES système informatique d'aide à l'élaboration des CNA et l'organisation du travail à mettre en place pour améliorer la production des CNA, notamment dans le cadre du processus de révision d'une année de base conforme au *SCN 2008*.
30. **Supervision bancaire.** Deux cadres de la Banque Centrale de la République de Guinée se sont rendus au Maroc pour prendre connaissance de l'expérience de ce pays concernant la mise en place d'un fond de garantie des dépôts chargés d'indemniser les clients en cas de faillite d'une banque. Le fond de garantie présente la particularité d'être un organisme distinct de la banque centrale qui en détient la moitié du capital, l'autre moitié étant détenue par les banques. Ce

stage a été particulièrement apprécié par les participants, en particulier concernant l'accueil et la disponibilité de leurs interlocuteurs qui leur ont fourni des éléments d'information essentiels pour poursuivre leur réflexion quant à l'organisation qu'un tel fond pourrait adopter en Guinée.

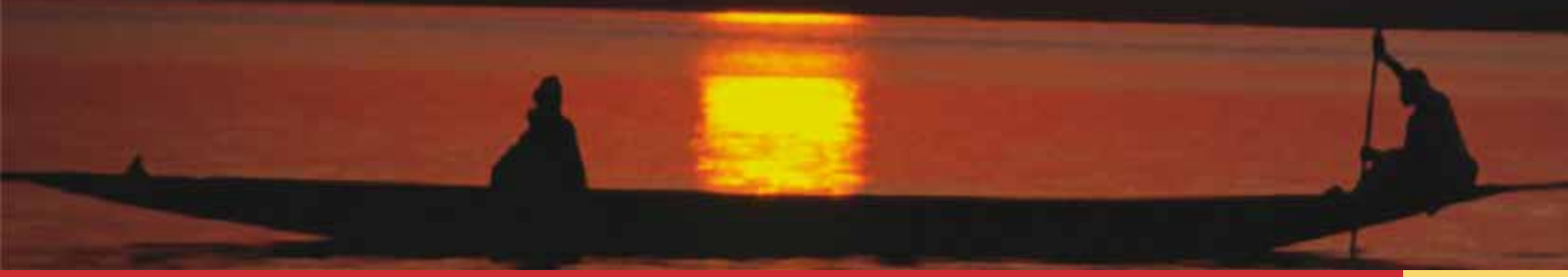
31. **Analyse et prévisions macroéconomiques.**

- ❖ Trois cadres de la Côte d'Ivoire, du Mali et de la Guinée ont effectué des voyages d'études respectivement au Sénégal et au Niger. Ces stages ont porté sur l'organisation du cadre institutionnel de la gestion macroéconomique, plus particulièrement sur l'organisation des comités de validation des cadrages macroéconomiques et budgétaires, ainsi que sur la conduite et la validation des études et des recherches macroéconomiques appliquées. Leurs travaux visaient également à permettre aux participants de s'inspirer des outils et dispositifs élaborés par les pairs pour apprécier la situation macroéconomique du pays et effectuer les simulations de l'impact de chocs exogènes sur l'économie.
- ❖ Trois cadres de la DGI de Côte d'Ivoire se sont rendus au Royaume du Maroc pour s'imprégner de leurs cadres institutionnels et dispositifs organisationnels et techniques des prévisions de recettes fiscales.

IV. PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNÉE FISCALE 2018

A. Vue d'ensemble

32. **L'année fiscale 2018 marque la première année du nouveau Cycle de financement de l'AFRITAC de l'Ouest, qui couvrira la période de juin 2017 à avril 2022.** Ainsi, les priorités et les activités programmées sont basées sur les Cadres logiques stratégiques à moyen terme présentés dans le Document Programme du Cycle IV de l'AFRITAC de l'Ouest, et résumés au Tableau 5.
33. **Le programme de travail pour l'AF 2018 était approuvé par le CO lors de la réunion annuelle de février 2017.** Il couvre les activités du Centre pour la période de juin 2017 à avril 2018. Il tient compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de l'assistance technique (AT) au cours du Cycle III, et des nouveaux objectifs et priorités des pays et institutions couverts par l'AFRITAC de l'Ouest, y compris la réalisation des Objectifs du Développement Durable. Le programme de travail porte sur 613 semaines-personnes d'activités qui seront exécutées au moyen de missions d'AT et d'actions de formation comprenant les séminaires régionaux, les ateliers nationaux, et les stages d'immersion. Ce volume restera dominé par les activités dans les domaines de gestion des finances publiques et de statistiques macroéconomiques qui totaliseront 66% du volume programmé (Tableau 6 et Graphique 3).
34. **Le programme de travail prévoit 12 séminaires régionaux, un cours sur la programmation et les politiques financières, et 10 stages d'immersion.** L'un des séminaires régionaux sera



organisé en partenariat avec le Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (Tableau 7). En outre, le Centre participera à des séminaires organisés par des Institutions régionales, notamment sur la conjoncture et la prévision dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, et sur la formation des formateurs en modélisation macroéconomique organisée par AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA et la CEA ; ainsi que par l'Observatoire des finances publiques de l'UEMOA. Les stages d'immersion sont programmés dans six domaines (Tableau 8).

Tableau 5. Synthèse du Cadre Logique Stratégique 2017-2022

AFRITAC de l'Ouest-Cadre Stratégique pour juin 2017-avril 2022

Renforcer les capacités de gestion macroéconomique et financière des États et l'intégration régionale afin d'accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté.

Domaines	Objectifs	Bénéficiaires											
		BEN	BFA	CI	GIN	GNB	MLI	MRT	NER	SEN	TGO	UEMOA	BCEAO
Administration douanière	Améliorer les fonctions des administrations douanières.												
Administration fiscale	Renforcer les fonctions essentielles des administrations des impôts.												
Gestion des dépenses publiques	Renforcer la préparation du budget pour qu'elle ait une couverture complète, qu'elle soit crédible, et qu'elle reflète les politiques économiques.												
	Améliorer l'exécution et le contrôle du budget.												
	Améliorer la couverture et la qualité du reporting fiscal.												
	Renforcer l'intégration du cadre de gestion des avoirs et des engagements.												
Statistiques des finances publiques	Renforcer l'élaboration de données macroéconomiques et financières pour la prise de décision, sur base des normes statistiques appropriées internationalement acceptées, y compris par le développement et l'amélioration de l'infrastructure statistiques et les données source.												
Statistiques du secteur réel	Renforcer l'élaboration de données macroéconomiques et financières pour la prise de décision, sur base des normes statistiques appropriées internationalement acceptées, y compris par le développement et l'amélioration de l'infrastructure statistiques et les données source.												
Gestion de la dette publique et développement des marchés financiers	Mettre en place une infrastructure efficace pour le marché de titres publics, sur base du degré de développement du marché.												
	Développer une analyse soutenue de risques pour l'encours de la dette, qui devrait être faite régulièrement, et mettre en place un cadre de gestion de risques efficace.												
	Formuler et soutenir la mise en œuvre d'une stratégie à moyen terme de gestion de la dette compatible avec la soutenabilité de la dette.												
	Développer et renforcer les normes prudentielles et les réglementations bancaires.												
Supervision et restructuration bancaires	Mettre en œuvre un système de gestion basée sur les risques et moderniser les autres processus de supervision.												
	Mettre en œuvre les dispositions de Bâle II et Bâle III.												
	Amélioration des dispositions relatives aux provisions en rapport avec les normes internationales et les meilleures pratiques afin de mieux capturer et refléter les risques liés au crédit.												
Analyse et prévisions macroéconomiques	Renforcer la qualité des conseils de politique économique pour le gouvernement.												
	Mettre en place des institutions chargées des questions de politiques économiques fonctionnant efficacement.												

Tableau 6. Répartition du volume d'AT par domaine, AF 2018 (En semaines-personnes)

Domaines	Conseiller résident		Expert Court Terme	Total
	Abidjan	Site		
Administration douanière	20	17	28	65
Administration fiscale	17	26	28	71
Gestion des dépenses publiques (aspect Budget)	16	23	28	67
Gestion des dépenses publiques (aspect Comptabilité et Trésor)	14	23	28	65
Statistiques des finances publiques	15	25	26	66
Statistiques du secteur réel	23	19	28	70
Gestion de la dette publique et développement des marchés financiers	17	25	28	70
Supervision et restructuration bancaires	17	28	25	70
Analyse et prévisions macroéconomiques	19	22	28	69
TOTAL	158	208	247	613

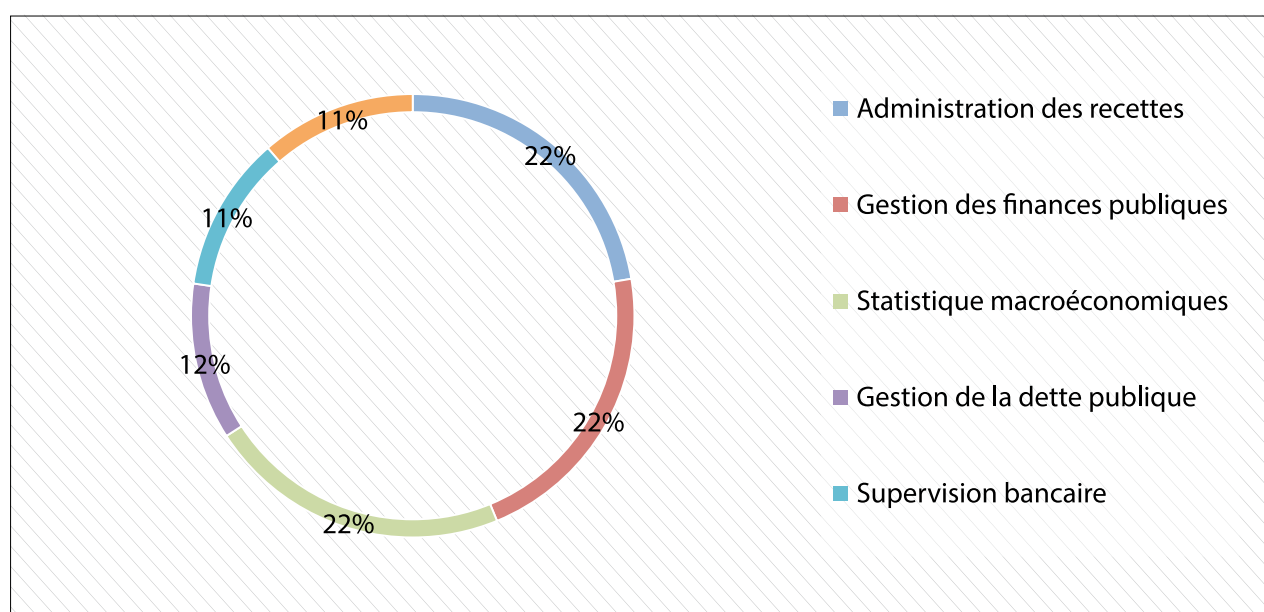
Graphique 3. Répartition du volume d'AT par domaine (En pourcentage)

Tableau 7. Séminaires prévus pour l'année fiscale 2018

Domaine	Thème	Lieu	Date	Partenaires	Nombre de Participants
Administration douanière	Le contrôle des produits pétroliers importés.	Conakry	Novembre 2017		30
Administration fiscale	La vision régionale des réformes fiscales et la gestion performante de la TVA et des droits d'accise (hors pétrole) d'une administration fiscale moderne.	Lomé	Juin 2017		30
Administration fiscale et gestion des dépenses (aspect Trésor)	Atelier national sur la réforme de la comptabilisation des recettes fiscales de l'Office Togolais de Recettes.	Lomé	Décembre 2017		30
Gestion des dépenses publiques (aspect Budget)	Exécution de la dépense en mode de programme.	Nouakchott	Septembre 2017		31
Gestion des dépenses publiques (aspect Trésor)	Préparation du bilan d'ouverture et construction des états financiers.	Cotonou	Novembre 2017		31
Statistiques de finances publiques	Élargissement du champ des statistiques de finances publiques : Intégration du sous-secteur des unités extrabudgétaires et des collectivités locales ou décentralisées.	Ouagadougou	Mars 2018	Commission de l'UEMOA	30
Statistiques du secteur réel	Atelier sur la mise en œuvre du <i>Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008)</i> : Dispositif pour la mesure de la production des sociétés et des ménages selon le <i>SCN 2008</i> .	Conakry	Septembre 2017		30
Statistiques du secteur réel	Atelier sur l'amélioration des indicateurs de haute fréquence.	Ouagadougou	Mai-Juillet 2017		30
Gestion de la dette	Formation régionale sur l'utilisation du nouveau cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu.	Nouakchott	Aout-Octobre 2017	Département du FMI SPR	25
Analyse et prévisions macroéconomiques	Interrelations entre les comptes macroéconomiques et robustesse des cadrages des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest.	Cotonou	Nov. 2017-Janv. 2018		30
Analyse et prévisions macroéconomiques	Séminaire de haut niveau d'échanges des Directeurs généraux de l'économie et des Directeurs de la prévision sur les enjeux de l'AT dans le domaine d'Analyse et Prévisions Macroéconomiques.	Abidjan	Mai-Juillet 2017		30
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cours sur la programmation et les politiques financières.	Dakar	Nov. 2017-Janv. 2018	ICD	35
Supervision et restructuration bancaires	Problématiques associées au risque de crédit.	Libreville	Février-Avril 2018	AFC	30

Tableau 8. Programme de stages d'immersion pour l'année fiscale 2018

Domaine	Sujets du stage	Pays hôte potentiel	Commentaires
Administration douanière	La mise en œuvre et la gestion automatisée du risque (GAR).	Côte d'Ivoire	Les douanes maliennes sont en train de finaliser leur système de GAR.
Administration douanière	La mise en œuvre et la gestion automatisée du risque.	Côte d'Ivoire	Les douanes guinéennes sont en train de mettre en œuvre leur système de GAR.
Administration fiscale	Contrôle conjoint douanes-impôts.	À déterminer	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Passage d'une gestion de la dette publique en opérations budgétaires à une gestion en opérations de trésorerie.	Bénin	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Élaboration des Documents de programmation pluriannuelle des dépenses.	Burkina Faso	
Gestion des dépenses publiques-Comptabilité Trésor	Constitution du bilan d'ouverture.	Tunisie	
Statistiques de finances publiques	Tableau des opérations financières de l'État à partir de la balance générale des comptes du Trésor.	Mauritanie	
Statistiques du secteur réel	Amélioration du dispositif de production des comptes nationaux trimestriels.	Cameroun	
Statistiques du secteur réel	Mise en œuvre du <i>Système de comptabilité nationale de 2008</i> .	Bénin	
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadre institutionnel et appropriation du processus de cadrage macroéconomique.	Niger	Bénin, Guinée, Burkina Faso, Sénégal.
Analyse et prévisions macroéconomiques	Développement d'un modèle de simulation des impulsions de politique monétaire.	Royaume du Maroc	Guinée et la Mauritanie.
Supervision et restructuration bancaires	Thème à définir.	À déterminer	

B. Programme de travail par domaine

B.1. Administration douanière

Contexte et priorités de l'assistance technique

35. **Les activités du programme de travail de l'AF 2018 visent à renforcer les fonctions essentielles des administrations douanières** de l'AFRITAC de l'Ouest, en conformité avec les orientations du Cadre Stratégique du Centre présenté dans le Document Programme du Cycle IV, et couvrant la période 2017-2022. Ces activités couvrent quatre axes principaux :
- ❖ L'amélioration du respect des règles par des initiatives de facilitation du commerce et des services.
 - ❖ Le renforcement du recouvrement des obligations déclaratives et de paiement.
 - ❖ L'amélioration des contrôles à priori et de l'exactitude des énonciations de la déclaration en douane.
 - ❖ Le renforcement des programmes de contrôle après dédouanement et de lutte contre la fraude.
36. **Les objectifs poursuivis pour l'AF 2018 tiennent compte des particularités de chaque Administration douanière**, et s'appuient sur les avancées opérées au cours des précédentes années. Ils sont présentés ci-après :
- ❖ Le dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations, devenu fonctionnel, permet une gestion transparente et efficace ainsi qu'une programmation efficiente et pertinente des contrôles après dédouanement au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée** et au **Sénégal**.
 - ❖ Les opérateurs du commerce international sont contrôlés de façon plus ciblée et optimale grâce au renforcement des capacités de contrôles après dédouanement en **Guinée-Bissau** et au **Niger**.
 - ❖ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces, et les performances en termes de recettes sont positives avec la mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane en **Guinée**, en **Guinée-Bissau**, au **Mali** et en **Mauritanie**.
 - ❖ Les opérateurs du commerce international respectent leurs obligations déclaratives et de paiement grâce à la gestion automatisée et sécurisée du transit en **Guinée** et au **Sénégal**.
 - ❖ La gestion des priorités et conformités des règles s'améliore grâce à une gestion des risques efficace au **Bénin**, au **Mali** et au **Togo**.
 - ❖ Les contrôles douaniers aux frontières sont plus pertinents et efficaces tant dans le domaine fiscal que dans celui de la protection du territoire grâce au renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage en **Côte d'Ivoire**.

Activités programmées et résultats attendus

37. **Séminaire régional.** Le Centre organisera un séminaire régional sur le thème : «Le contrôle des produits pétroliers importés». L'objectif de ce séminaire est de développer et de renforcer les capacités de contrôle des cadres douaniers, par le biais d'ateliers techniques participatifs.
38. **Stages d'immersion.** Plusieurs administrations douanières se sont engagées dans la gestion automatisée du risque au cours des dernières années. Le système de gestion du risque développé par les douanes ivoiriennes a atteint un niveau remarquable tant dans son fonctionnement que dans les résultats obtenus. En termes de mutualisation des savoir-faire et d'intégration régionale, le Centre envisage d'inviter des cadres douaniers de la Guinée et du Mali à bénéficier de l'expérience ivoirienne dans le cadre des stages d'immersion.
39. **Missions d'assistance technique.** Le Centre exécutera des missions d'AT (Tableau 9), et participera aux missions de diagnostic organisées par le Département des Finances publiques du FMI (FAD) dans ses pays membres. Par ailleurs, un certain nombre de missions sont mises «en réserve». Elles concernent le renforcement des capacités de contrôle après dédouanement en Guinée-Bissau, au Mali et au Niger ; et la mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane en Guinée.

Tableau 9. Missions prévues par pays en Administration douanière

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Suivi du Projet Pluriannuel relatif à la gestion automatisée du risque. ❖ Renforcement de la mission renseignement et enquête. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations. ❖ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Mise en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Côte d'Ivoire	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Poursuite de la mise en œuvre du suivi des régimes suspensifs et des exonérations. ❖ Renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes. ❖ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.
Guinée	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Mis en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations. ❖ Mise en œuvre de la gestion automatisée du transit. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes. ❖ Les opérateurs de commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.
Guinée-Bissau	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.
Mali	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane. ❖ Finalisation du PPAT sur la gestion automatisée du risque. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations. ❖ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.
Mauritanie	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Finalisation du PPAT relatif au bureau national de la valeur. ❖ Évaluation du PPAT. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.
Niger	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Évaluation et suivi des recommandations du diagnostic FAD de mai 2016. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Sénégal	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Suivi de l'implémentation du transit automatisé. ❖ Mis en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les opérateurs de commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement ❖ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.
Togo	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Suivi du PPAT relatif à la gestion automatisée du risque ❖ Suivi des recommandations mission FAD d'août 2016. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations ❖ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.

B.2. Administration fiscale

Contexte et priorités

40. **En conformité avec le Cadre Logique du Centre pour 2017-22, les activités d'AT viseront deux objectifs stratégiques importants** : le renforcement des capacités pour la gestion et la gouvernance efficaces de l'administration fiscale, et l'amélioration des fonctions essentielles de l'administration fiscale. Ainsi, les activités prévues pour l'AF 2018 tiennent compte de l'évolution récente dans la mise en œuvre des réformes fiscales dans les pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest, et reflètent les actions à mener par le Centre pour soutenir la réalisation des objectifs programmés pour le Cycle IV, y compris dans le cadre des Objectifs de Développement Durable.
41. **Afin de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques ci-haut cités, les activités prévues pour l'AF 2018 viseront les axes prioritaires suivants** : (i) la consolidation du principe de segmentation fiscale ; (ii) la modernisation des moyennes entreprises ; (iii) l'élargissement de l'assiette fiscale ; (iv) le renforcement des opérations fiscales ; et (v) la mise en œuvre d'une gestion automatisée du risque.

42. **Les objectifs poursuivis pour l'AF 2018 tiennent compte des spécificités de chaque administration fiscale et s'appuie sur les progrès réalisés au cours du cycle III.** Ils sont présentés ci- après :
- ❖ Le contrôle fiscal est renforcé et bien ciblé au **Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, et Niger**, afin qu'il contribue efficacement à la lutte contre la fraude.
 - ❖ L'administration des moyennes entreprises est renforcée au **Bénin, au Mali, en Guinée, en Mauritanie, au Niger, au Togo, et au Sénégal**. Elle permet un meilleur suivi des obligations déclaratives et une augmentation du nombre d'assujettis en matière de TVA grâce aux opérations d'élargissement de l'assiette fiscale.
 - ❖ Le service des enquêtes et recherche est efficace et permet de détecter la fraude au **Bénin, au Sénégal, et en Côte d'Ivoire**.
 - ❖ La gestion automatisée du risque est effective au **Togo et en Côte d'Ivoire**. Elle favorise une meilleure programmation des contrôles fiscaux.
 - ❖ Le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse du risque au **Bénin et au Sénégal**, et permet une meilleure hiérarchisation du risque et un traitement conséquent, favorisant ainsi une réduction significative des délais de remboursement de la TVA en faveur des entreprises à faible risque fiscal.
 - ❖ Les indicateurs de résultats sont suivis et régulièrement rapportés en **Mauritanie, au Niger, au Burkina Faso, au Bénin, au Mali, et au Togo**.

Activités programmées et résultats attendus

43. **Séminaires régionaux.** Le Centre envisage d'organiser un séminaire régional sur la vision régionale des réformes fiscales et la gestion performante de la TVA et des droits d'accise d'une administration fiscale moderne. Ce séminaire vise à créer un cadre d'échange d'expériences entre les dirigeants des administrations fiscales avec pour objectif d'apprécier l'état de mise en œuvre des réformes fiscales, l'administration de la TVA et des droits d'accise, sous l'angle national et régional ; d'analyser les principales difficultés rencontrées, et d'aider à formuler la définition d'une stratégie d'une administration performante. Le séminaire évaluera aussi l'état de mise en œuvre des réformes, et proposera des solutions idoines permettant de relancer les réformes selon les cas.
44. **Stages d'immersion.** À la demande de l'Office Togolais des Recettes, le Centre organisera des missions de formation au profit des inspecteurs des impôts et douanes auprès de leurs pairs sur l'organisation du contrôle conjoint douanes/impôts dans le cadre des actions de contrôle effectuées auprès des entreprises.

45. **Missions d'assistance technique.** Les activités d'assistance technique (Tableau 10) ont été définies en tenant compte des récentes évolutions dans la mise en œuvre des réformes et des objectifs retenus pour le Cycle IV.

Tableau 10. Missions prévues par pays en Administration fiscale

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Renforcement des opérations fiscales de la DGI. ❖ Renforcement du service Recherche et Enquêtes fiscales. ❖ Poursuite du renforcement de la Direction du Centre des impôts des moyennes entreprises. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les outils de contrôle sont maîtrisés ; la gestion des arriérés fiscaux est maîtrisée ; ❖ Le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse du risque. ❖ La recherche contribue de manière effective à l'efficacité de l'action coercitive de la DGI. ❖ Le taux de déclaration spontanée en TVA augmente progressivement. ❖ Les indicateurs de résultats sont régulièrement suivis et rapportés.
Burkina Faso	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Renforcement du contrôle fiscal et la gestion maîtrisée des arriérés fiscaux. ❖ Poursuite de la modernisation des moyennes entreprises. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Le fichier des moyennes entreprises est maîtrisé ; il est élargi grâce à l'utilisation du levier enquêtes et recoupements du renseignement fiscal. ❖ Le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse risque. ❖ Le taux de déclaration spontanée en TVA augmente progressivement. ❖ Le contrôle fiscal est renforcé, le fichier restes à recouvrer (RAR) est assaini ; le recouvrement des RAR recouvrables est assuré. ❖ Les indicateurs de résultats sont régulièrement rapportés.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Côte d'Ivoire	1 mission	❖ Renforcement de la direction d'analyse du risque.	❖ La sélection des contrôles fiscaux est fondée sur des critères objectifs et d'analyse du risque.
Guinée	2 missions	❖ Renforcement de l'administration des moyennes entreprises. ❖ Poursuite du renforcement de la gestion des arriérés fiscaux. ❖ Le service des enquêtes est renforcé et permet de détecter la fraude.	❖ Le taux de déclaration spontanée s'améliore progressivement. ❖ Le recouvrement des créances recouvrables est assuré. ❖ Le fichier des contribuables augmente grâce aux opérations de recoupement d'informations fiscales.
Guinée-Bissau	1 mission	❖ Renforcement du système d'immatriculation des contribuables à la DGCI.	❖ Le fichier des contribuables augmente progressivement et reflète la réalité du tissu fiscal du pays.
Mali	1 mission	❖ Poursuite du renforcement de l'administration des entreprises moyennes. ❖ Le service d'enquête et recherche permet de détecter la fraude.	❖ Le taux de conformité en matière TVA s'accroît progressivement. ❖ Le portefeuille des moyennes entreprises s'accroît progressivement. ❖ Les indicateurs de résultats sont rapportés.
Mauritanie	1 mission	❖ Poursuite du renforcement du contrôle fiscal. ❖ Poursuite de la modernisation de la Direction des moyennes entreprises de Nouakchott.	❖ Le contrôle ponctuel contribue à la réduction de la défaillance déclarative. ❖ Le taux de déclaration spontanée en TVA s'améliore progressivement. ❖ Les indicateurs de rendement sont régulièrement rapportés.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Niger	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Renforcement des opérations fiscales de la DGI. ❖ Poursuite de la modernisation de la DME. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Le fichier est maîtrisé et il est élargi grâce à l'utilisation du levier enquêtes et recherche. ❖ Le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse du risque. ❖ Le contrôle fiscal est renforcé ; le recouvrement des RAR recouvrables est assuré. ❖ Les indicateurs de résultats sont régulièrement rapportés.
Sénégal	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Renforcement du contrôle fiscal. ❖ Poursuite de la modernisation des CME. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les activités de la recherche participent à l'élargissement de l'assiette fiscale. ❖ Le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse risque.
Togo	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Renforcement du contrôle fiscal. ❖ Poursuite de la modernisation de la DME. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ La programmation du contrôle fiscal est fondée sur des critères objectifs et d'analyse du risque. ❖ Les indicateurs de rendement sont suivis et rapportés.

B.3. Gestion des dépenses publiques

Gestion des dépenses publiques – Budget

Contexte et priorités

46. **Les activités d'AT pour l'AF 2018 viseront à contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques programmés pour le Cycle IV.** Dans l'optique budgétaire ils s'agit du renforcement de la préparation et de l'exécution du budget, du contrôle de la dépense publique, de la gestion des risques budgétaires, et de l'amélioration des capacités humaines et institutionnelles dans le domaine de la gestion de dépenses.
47. **Le programme de travail de l'AF 2018 est centré sur la problématique du budget de programme, le contrôle de l'exécution de la dépense publique et l'amélioration de la gestion des investissements publics.** Il sera focalisé sur les priorités suivantes:

- ❖ Les outils de programmation/budgétisation (Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP), Document de programmation pluriannuelle de dépenses (DPPD), en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Mauritanie, au Niger et au Togo ; l'exécution du budget en mode programme au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal.
- ❖ Le contrôle de l'exécution de la dépense publique en Guinée-Bissau.
- ❖ L'amélioration de la gestion des investissements publics au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.

Activités programmées et résultats

48. **Séminaire régional.** Il est prévu un séminaire sur la problématique de l'exécution de la dépense en mode programme. Ce séminaire qui intervient dans un contexte où près de la moitié des pays membres envisagent d'amorcer la préfiguration à blanc de l'exécution en mode programme, vise à rappeler la philosophie en la matière et à mettre à la disposition des participants les outils méthodologiques et techniques nécessaires à l'opérationnalisation de cette nouvelle approche.
49. **Participation aux activités des institutions régionales.** Les axes de collaboration demeurent les mêmes que les années précédentes à savoir : (i) la participation à l'animation des rencontres statutaires des professionnels des finances publiques que sont le Réseau des praticiens et l'Observatoire des finances publiques ; et (ii) l'appui à la mise en œuvre du plan d'actions annuel du Département en charge des finances publiques de la Commission de l'UEMOA.
50. **Missions d'assistance technique.** Le programme de travail prévoit en programmation ferme une moyenne de 1 à 4 missions par pays (Tableau 11). La répartition par pays tient compte de la disponibilité et de la capacité d'absorption des interlocuteurs ainsi que des ressources disponibles. Des activités en réserve sont également prévues dans quelques pays et portent essentiellement sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations du PIMA (*Public Investment management assessment*).
51. **Stage d'immersion.** Le programme prévoit également deux visites dans le cadre du programme d'échange d'expériences qui porteront respectivement sur le passage d'une gestion de la dette en opérations budgétaires à une gestion en opérations de trésorerie au Bénin, et sur l'élaboration des documents de programmation pluriannuelle de dépenses (DPPD) au Burkina Faso.

Tableau 11. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques (Budget)

Pays	Activités	Jalons 2018
Bénin	Mise en œuvre des AE/CP. (2 missions)	La gestion des dépenses d'investissement s'améliore dans au moins 5 ministères à travers leur structuration en AE/CP.
Burkina Faso	Élaboration des documents (de prévision) d'exécution de la dépense. (1 mission)	L'exécution de la dépense en mode programme s'améliore à travers la mise en place et l'appropriation des documents de prévision d'exécution des dépenses et de suivi de leur exécution.
	Appui à la mise en œuvre des recommandations du PIMA. (1 mission)	La gestion des investissements publics s'améliore à travers la mise en œuvre des recommandations du PIMA au titre de l'année 2017.
Côte d'Ivoire	Budgétisation et exécution des investissements publics en AE/CP, en appui à la mise en œuvre des recommandations PIMA. (2 missions)	La gestion des investissements publics s'améliore à travers la structuration en AE/CP des dépenses d'investissement d'au moins 5 ministères.
Guinée	Renforcement des documents de programmation des dépenses. (1 mission)	Un cadre macro budgétaire crédible est mis en place à travers l'affinement des outils et de la méthodologie d'élaboration du cadre budgétaire à moyen terme/Cadre de dépense à moyen terme (CBMT/CDMT) et permet une programmation plus fiable sur la période 2018-2020.
Guinée-Bissau	Renforcement du dispositif de contrôle a priori de la dépense. (1 mission)	Le contrôle des engagements est renforcé par la mise aux normes des cadres institutionnels et techniques du contrôle budgétaire et le renforcement de la capacité des acteurs.
Mali	Appui à l'exécution du budget en mode programme. (1 mission)	Les outils d'exécution de la dépense en mode programme sont élaborés et testés.
Mauritanie	Poursuite de la structuration des programmes budgétaires des ministères (2 missions)	La mise en place du budget de programme se poursuit à travers l'élaboration des maquettes des programmes budgétaires d'au moins 5 ministères supplémentaires.

Pays	Activités	Jalons 2018
Niger	Revue qualité des DPPD en cours d'élaboration. (1 mission)	La mise en place du budget de programme se poursuit à travers la revue qualité d'un échantillon représentatif des DPPD.
Sénégal	Poursuite de l'appui à l'exécution du budget en mode programme (appui au renforcement de la fonction financière ministérielle). (1 mission)	Le contrôle s'améliore à travers le renforcement de la fonction financière au sein de deux ministères pilotes suite aux résultats de l'audit de capacité de gestion.
Togo	Revue qualité des DPPD, y compris les AE/CP. (1 mission)	La mise en place du budget de programme se poursuit à travers la revue qualité d'un échantillon représentatif des DPPD.

Gestion des dépenses publiques – Comptabilité Trésor

Contexte et priorités

52. **L'amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie, objectif stratégique du Centre pour le Cycle IV, sous-tendra les activités de l'AF 2018.** Ainsi, les activités vont s'articuler autour des éléments suivants :

- ❖ L'amélioration de la balance générale des comptes de l'État (BGCE) dans la perspective de la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP) au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mali**, en **Mauritanie**, au **Niger**, au **Sénégal** et au **Togo**.
- ❖ L'amélioration du réseau comptable, de la qualité des états financiers et de l'articulation des systèmes budgétaire et comptable au **Bénin**, au **Burkina**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mali**, en **Mauritanie**, au **Sénégal** et au **Togo**.
- ❖ L'amélioration et le renforcement des capacités en comptabilité en base caisse en **Guinée**, et en **Guinée-Bissau**.
- ❖ L'appui et/ou l'étude de l'amélioration du système d'information en **Côte d'Ivoire** et en **Mauritanie**.
- ❖ La mise en œuvre et/ou le renforcement de la gestion de la trésorerie et du compte unique du Trésor au **Burkina Faso** et au **Niger**.

Activités programmées et résultats

53. **Séminaire régional.** Un séminaire sur la préparation du bilan d'ouverture et la construction des états financiers est prévu dans le programme. Il sera l'occasion pour les participants de s'approprier la méthodologie et les techniques de passation des opérations d'ouverture du bilan et d'élaboration des états financiers.
54. **Missions d'assistance technique.** Le programme prévoit une quinzaine de mission dont deux dans sept pays et une dans trois pays (Tableau 12). Ces activités programmées tiennent compte des besoins exprimés par les bénéficiaires de l'AT. Par ailleurs, trois activités sont mises en réserve et seront déployées en cas de besoin.
55. **Stages d'apprentissage par les pairs.** Le programme de travail prévoit également un voyage d'étude auprès des pairs sur la constitution du bilan d'ouverture.

Tableau 12. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques - Comptabilité et Trésor

Pays	Activités	Jalons 2018
Bénin	Appui à l'amélioration BGCE dans la perspective de la mise en œuvre de la CDCP. (1 mission)	La qualité de la BGCE est améliorée pour faciliter le passage à la CDCP.
	Appui à la préparation de la mise en œuvre de la CDCP. (1 mission)	Le processus de préparation de la mise en œuvre de la CDCP se poursuit grâce à la finalisation et l'adoption du référentiel des normes comptables en rapport avec les experts nationaux.
Burkina Faso	Appui à la préparation du plan de trésorerie. (1 mission)	Le plan de trésorerie est établi et mis en œuvre selon les bonnes pratiques.
Côte d'Ivoire	Appui ingénieuriste au paramétrage du SI ASTER de tenue de la comptabilité. (1 mission)	Le système d'information ASTER est mis à niveau pour la tenue de la comptabilité en droits constatés.
	Appui à l'élaboration d'une instruction sur la comptabilité pour l'amélioration des états financiers matière. (1 mission)	L'instruction sur la comptabilité est adoptée et disséminée.

Pays	Activités	Jalons 2018
Guinée	Appui à la revue de l'organisation comptable de l'État et du système de centralisation comptable. (1 mission)	L'organisation comptable et les procédures de centralisation sont alignées sur les exigences de la nouvelle fonction comptable.
Guinée-Bissau	Appui à l'élaboration du PCE détaillé en ligne avec le segment économique de la NBE. (1 mission)	Le PCE détaillé, parfaitement aligné avec le segment économique de la NBE est élaboré, discuté et adopté.
Mali	Appui à l'amélioration du cadre juridique et technique de la CDC. (1 mission)	La qualité du cadre juridique et technique est revue et améliorée : <ul style="list-style-type: none"> ❖ PCE- Décret et PCE- arrêté ; ❖ Guide de fonctionnement des comptes divisionnaires ; ❖ Manuels de procédures comptables ❖ La cartographie des processus comptables est adoptée.
Mauritanie	Appui à la revue du système informatique comptable et sa capacité à supporter la réforme. (1 mission)	L'impact de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale sur le système d'information est déterminé et un cahier des charges fonctionnelles élaboré.
Niger	Appui à l'amélioration BGCE dans la perspective de la mise en œuvre de la CDCP. (1 mission)	La qualité de la BGCE est améliorée pour faciliter le passage à la CDCP et un référentiel des normes comptables est finalisé et adopté en rapport avec les experts nationaux.
Sénégal	Appui à l'amélioration du système de comptabilité par l'élaboration de la cartographie des processus comptables - par cycle, par processus et procédures. (1mission)	La cartographie des processus comptables est adoptée.

Pays	Activités	Jalons 2018
Togo	Appui à l'amélioration du système de comptabilité par la finalisation du référentiel des normes comptables. (1 mission)	Le référentiel des normes comptables est finalisé et adopté en rapport avec les experts nationaux.
	Appui à la préparation du plan de trésorerie. (1 mission)	Le plan de trésorerie est établi et mis en œuvre selon les bonnes pratiques.

B.4. Statistiques macroéconomiques

Statistiques de finances publiques

Contexte et priorités

Contexte et priorités de l'assistance technique

56. **Le programme de travail de l'AF 2018 porte sur les activités visant le renforcement de la compilation et de la diffusion des statistiques de finances publiques.** Ainsi, les priorités de l'AT portent sur : (i) la production des tableaux du cadre d'analyse minimum de l'UEMOA ; (ii) l'élargissement progressif du champ de couverture des statistiques de finances publiques à tous les sous-secteurs des administrations publiques ; (iii) la sectorisation des unités sous contrôle de l'administration publique ; (iv) la participation des États à la base de données communes Banque Mondiale FMI ainsi qu'à l'annuaire des statistiques de finances publiques (SFP).

Activités programmées et résultats

57. **Séminaires régionaux.** Le programme de travail prévoit l'organisation d'un séminaire portant sur l'intégration du sous-secteur des collectivités locales dans le champ des SFP. Ce séminaire qui projette la participation de la commission de l'UEMOA, vise à créer un cadre d'échange d'expériences entre les acteurs des finances publiques, et de faire l'état des lieux de la mise en œuvre des travaux de migration au Manuel de Statistiques des Finances Publiques (MSFP) 2001/2014.
58. **Missions d'assistance technique.** Les activités d'AT (Tableau 13) font suite aux constatations des missions précédentes dans le processus de migrations aux normes du MSFP 2001/2014 et aux échéances de la directive de l'UEMOA portant Tableau des Opérations Financières de

l'État (TOFE). À ce sujet, bien que ne faisant pas partie de l'espace UEMOA, la Guinée et la Mauritanie ont épousé le calendrier de la mise en œuvre de ladite directive ainsi que le canevas de ses différents tableaux. Il est prévu également des missions en réserve afin d'accroître si possible, l'assistance aux pays qui accusent du retard.

59. **Stages d'immersion.** Le programme prévoit également un stage en Mauritanie portant sur la production du TOFE automatisé à partir de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT).

Tableau 13. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Bénin	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014. ❖ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. ❖ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques (SFP). 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Administration Publique Centrale Budgétaire: ❖ Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014 ; ❖ Production de la situation des flux de trésorerie ; ❖ Élaboration des statistiques de la dette. ❖ Autres secteurs de l'Administration Publique. ❖ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Collectivités locales ; ❖ Sécurité sociale. ❖ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014. ❖ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. ❖ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques (SFP). 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Administration Publique Centrale Budgétaire: ❖ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ❖ Production de la situation des flux de trésorerie ; ❖ Élaboration des statistiques de la dette. ❖ Autres secteurs de l'Administration Publique. ❖ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Sécurité sociale. ❖ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014. ❖ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. ❖ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Administration Publique Centrale Budgétaire: <ul style="list-style-type: none"> ❖ Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014 ; ❖ Production de la situation des flux de trésorerie ; ❖ Amélioration des statistiques de la dette ; ❖ Réalisation à titre expérimental du bilan financier. ❖ Autres secteurs de l'Administration Publique. ❖ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Collectivités locales ; ❖ Sécurité sociale ; ❖ Unités extrabudgétaires. ❖ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.
Guinée	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ❖ Ébauche des autres tableaux du cadre d'analyse minimum ❖ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques (SFP). 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Administration Publique Centrale Budgétaire: <ul style="list-style-type: none"> ❖ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ❖ Élaboration des statistiques de la dette. ❖ Autres secteurs de l'Administration Publique ❖ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Sécurité sociale. ❖ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Guinée-Bissau	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ❖ Ébauche des autres tableaux du cadre d'analyse minimum ❖ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Administration Publique Centrale Budgétaire: <ul style="list-style-type: none"> ❖ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ❖ Élaboration des statistiques de la dette ; ❖ Autres secteurs de l'Administration Publique. ❖ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Sécurité sociale ; ❖ Des collectivités locales ou décentralisées ; ❖ Identification des unités extrabudgétaires. ❖ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP. ❖ Appui à l'organisation du service en charge des statistiques de finances publiques.
Mali	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014. ❖ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. ❖ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ❖ Production de la situation des flux de trésorerie ; ❖ Élaboration des statistiques de la dette ; ❖ Bilan financier. ❖ Autres secteurs de l'Administration Publique ❖ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Sécurité sociale ; ❖ Collectivités locales. ❖ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Mauritanie	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014 ❖ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum ❖ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques (SFP). 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Amélioration du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014 ; ❖ Production de la situation des flux de trésorerie ; ❖ Élaboration des statistiques de la dette ; ❖ Autres secteurs de l'Administration Publique ❖ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Collectivités locales ❖ Sécurité sociale ; ❖ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.
Niger	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ❖ Finalisation des tableaux du cadre d'analyse minimum ❖ Élargissement progressive du champ des statistiques de finances publiques. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ❖ Élaboration des statistiques de la dette ; ❖ Autres secteurs de l'Administration Publique ❖ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Sécurité sociale ; ❖ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Sénégal	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Affinement du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ❖ Finalisation des tableaux du cadre d'analyse minimum ❖ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Affinement du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ❖ Production de la situation des flux de trésorerie ; ❖ Amélioration des statistiques de la dette ; ❖ Réalisation à titre expérimental du bilan financier ❖ Autres secteurs de l'Administration Publique ❖ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Collectivités locales ❖ Sécurité sociale ; ❖ Unités extrabudgétaires. ❖ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.
Togo	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014. ❖ Finalisation des tableaux du cadre d'analyse minimum. ❖ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques. ❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ; ❖ Production de la situation des flux de trésorerie ; ❖ Élaboration des statistiques de la dette ; ❖ Autres secteurs de l'Administration Publique ❖ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Collectivités locales ❖ Sécurité sociale ; ❖ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.

Statistiques du secteur réel

Contexte et priorités

60. **Les activités programmées dans le domaine des statistiques du secteur réel sont concentrées sur la comptabilité nationale. Elles visent trois objectifs principaux :**

- ❖ Mettre en œuvre le Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 et le changement d'année de base dans **tous les pays** membres de l'AFRITAC de l'Ouest.
- ❖ Poursuivre la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT) au **Bénin**, en **Côte d'Ivoire** et au **Niger**.

Activités programmées et résultats attendus

61. **Séminaire régional.** Le Centre organisera deux ateliers régionaux. Le premier qui sera conjointement organisé avec l'UEMOA aura pour thème : « Méthodologie de calcul de l'indice du chiffre d'affaires, de l'indice des prix des produits agricoles et de l'indice du coût de la construction ». Il permettra au pays d'améliorer la qualité et la disponibilité des indicateurs de haute fréquence. Le second portera sur le thème : « Dispositif pour la mesure de la production des sociétés et des ménages dans le cadre de la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 2008 ». Cette formation vise à renforcer les capacités des cadres des Instituts nationaux de statistiques pour une application harmonisée de l'évolution de certains concepts introduits par le SCN 2008.
62. **Stages d'immersion.** Le programme de travail prévoit l'organisation de quatre stages d'immersion sur l'amélioration du dispositif de production des comptes nationaux trimestriels, et sur la mise en œuvre du SCN 2008.
63. **Missions d'assistance technique.** Les activités programmées sont résumées au Tableau 14. Elles visent globalement à assurer que les pays s'engagent dans la mise en œuvre du SCN 2008 en élaborant une nouvelle année de base, et à étendre l'élaboration des comptes nationaux trimestriels. Par ailleurs, le programme de travail prévoit des activités en « réserve » pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau et le Togo.

Tableau 14. Missions prévues par pays en Statistiques du secteur réel

Pays	Activités	Jalons 2018
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ La méthodologie des comptes financiers est améliorée ; ❖ Le compte financier de l'année 2015 selon le <i>SCN 2008</i> est élaboré. ❖ Le PIB trimestriel est diffusé.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les méthodologies d'élaboration des comptes des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et des administrations publiques sont disponibles.
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les CNT sont diffusés.
Guinée	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les CNA définitifs de l'année 2015 et ceux provisoires de l'année 2016 selon le <i>SCN 1993</i> sont produits ; ❖ Les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées ; ❖ Le traitement des sources de données et leur première réconciliation pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont réalisés.
Guinée-Bissau	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les CNA définitifs de l'année 2015 et ceux provisoires de l'année 2016 selon le <i>SCN 1993</i> sont produits ; ❖ La première estimation du PIB de la nouvelle base 2015 selon le <i>SCN 2008</i> est disponible.
Mali	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les sources de données pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont disponibles. ❖ La méthodologie du calcul de la production des sociétés financières selon le <i>SCN 2008</i> est mise en œuvre.
Mauritanie	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les sources de données pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont disponibles. ❖ La méthodologie du calcul de la production des sociétés financières selon le <i>SCN 2008</i> est mise en œuvre.
Niger	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Le bilan des changements apportés par le <i>SCN 2008</i> à intégrer dans la nouvelle année de base est dressé. ❖ Une évaluation des travaux réalisés pour l'élaboration du PIB trimestriel optique production en volume est disponible.
Sénégal	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les CNA 2015 selon le <i>SCN 2008</i> sont disponibles. ❖ Une méthodologie de rétropolation est adoptée.
Togo	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les sources de données pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont disponibles.

B.5. Gestion de la dette publique

Contexte et priorités

64. Les activités prévues en matière d'AT dans le domaine de la gestion de la dette publique ont pour principaux objectifs de :

- ❖ Soutenir la formulation et la mise en œuvre des stratégies de gestion de la dette au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, au **Niger**, au **Sénégal** et au **Togo**.
- ❖ Assister au renforcement des modalités relatives aux opérations sur le marché primaire des titres d'État en **Guinée** et en **Mauritanie**.
- ❖ Soutenir l'**Agence UMOA-Titres** et le **CREPMF** dans le développement du marché régional des titres d'État de l'UMOA.
- ❖ Renforcer les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée-Bissau**, au **Mali** et au **Sénégal**.

Activités programmées et résultats attendus

65. **Séminaire régional.** Le Centre organisera, en collaboration avec le département Stratégie, Politique et Revue (SPR) du FMI, une formation régionale sur l'utilisation du nouveau cadre de viabilité de la dette (CVD) pour les pays à faible revenu. La formation vise à améliorer les connaissances d'une quarantaine de cadres sur le nouveau CVD ainsi que sur son outil analytique.
66. **Activités en faveur de l'Agence UMOA-Titres. Les activités programmées pour l'AUT visent à l'assister :** (i) à élaborer un document qui illustrera les conventions et formules qui seront utilisées pour le calcul des prix, des intérêts et des rendements sur le marché des titres d'État de l'UMOA et ; (ii) à identifier les mesures susceptibles d'encourager la participation active d'investisseurs institutionnels au marché des titres d'État dans l'UMOA.
67. **Activités en faveur du CREPMF.** À la suite de la mission d'évaluation des besoins d'assistance technique effectuée en janvier 2017, un programme d'activités élaboré conjointement avec le CREPMF a été retenu pour répondre aux besoins identifiés. Les activités prévues dans le volet gestion de la dette publique et développement du marché financier portent sur le renforcement des capacités des cadres du CREPMF et l'accompagnement à la mise en œuvre de certaines mesures contenues dans le plan de réformes du marché financier régional initié par les autorités régionales en 2016. Au cours de l'AF 2018, l'activité prévue aidera le CREPMF à réviser les procédures de réalisation des opérations de syndication dans l'UMOA.

68. **Missions d'assistance technique dans les pays.** Les missions prévues (Tableau 15) visent à appuyer les efforts des pays à renforcer les capacités de gestion de la dette publique et à développer les marchés des titres publics. Certaines activités sont mises en « réserve ». Elles concernent le Burkina-Faso, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Togo, l'Agence UMOA-Titres et le CREPMF.

Tableau 15. Missions prévues par pays et institution en Gestion de la dette

Pays/ Institution	Activités	Jalons	Date prévue
Bénin	Formulation et mise en œuvre de stratégies de dette performantes (2 missions)	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les cadres sont formés sur la démarche de préparation du plan annuel de financement. ❖ Les cadres sont formés aux techniques de communication avec les investisseurs. ❖ Le document détaillant la stratégie de communication avec les investisseurs est élaboré et approuvé. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Avril 2018 ❖ Avril 2018 ❖ Décembre 2018
Burkina Faso	Formulation et mise en œuvre de stratégies de dette performantes. (1 mission)	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'environnement de gestion de la dette au cours des prochaines années ; c) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée, et ; d) la description de la stratégie recommandée et sa justification. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Décembre 2018
Côte d'Ivoire	Formulation et mise en œuvre de stratégies de dette performantes. (1 mission) Renforcement des capacités analytiques en gestion de la dette publique. (1 mission)	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Les cadres sont formés à l'utilisation de l'outil analytique de la SDMT. ❖ Les cadres sont formés à l'utilisation de l'outil analytique du nouveau CVD. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Avril 2018 ❖ Avril 2018
Guinée	Appui au développement du marché des titres publics. (1 mission)	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Le projet de texte relatif aux nouvelles règles du marché primaire des titres d'État est préparé. ❖ Les nouvelles règles relatives au marché primaire des titres d'État sont adoptées et publiées. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Avril 2018 ❖ Décembre 2018

Pays/ Institution	Activités	Jalons	Date prévue
Guinée-Bissau	Renforcement des capacités analytiques en gestion de la dette publique. (1 mission)	❖ Les cadres sont formés aux techniques d'évaluation du coût et de risques liés au portefeuille de la dette publique.	❖ Avril 2018
Mali	Renforcement des capacités analytiques en gestion de la dette publique. (1 mission)	❖ Les cadres sont formés à l'utilisation de l'outil analytique du nouveau CVD.	Avril 2018
Mauritanie	Appui au développement du marché des titres publics. (1 mission)	❖ Le projet de texte relatif aux nouvelles règles du marché primaire des titres d'État est préparé. ❖ Les nouvelles règles relatives au marché primaire des titres d'État sont adoptées et publiées.	❖ Avril 2018 ❖ Décembre 2018
Niger	Formulation et mise en œuvre de stratégies de dette performantes. (1 mission)	❖ Les cadres sont formés sur la démarche de préparation du plan annuel de financement.	❖ Avril 2018
Sénégal	Formulation et mise en œuvre de stratégies de dette performantes. (1 mission) Renforcement des capacités analytiques en gestion de la dette publique. (1 mission)	❖ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'environnement de gestion de la dette au cours des prochaines années ; c) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée, et ; d) la description de la stratégie recommandée et sa justification. ❖ Les cadres ont été formés à l'utilisation de l'outil analytique du nouveau CVD.	❖ Décembre 2017 ❖ Avril 2018
Togo	Formulation et mise en œuvre de stratégies de dette performantes. (1 mission)	❖ Les cadres sont formés à la démarche de préparation du plan annuel de financement.	❖ Avril 2018

Pays/ Institution	Activités	Jalons	Date prévue
Agence UMOA- Titres	Appui au développement du marché des titres publics. (3 missions)	❖ Le document contenant les conventions et formules pour le calcul des prix, intérêts et rendement sur le marché des titres d'État de l'UMOA est préparé.	❖ Avril 2018
		❖ Le document contenant les conventions et formules pour le calcul des prix, intérêts et rendement sur le marché des titres d'État de l'UMOA est adopté.	❖ Avril 2019
		❖ Le projet du plan d'action concernant les mesures pour encourager la participation active des investisseurs institutionnels au marché des titres d'État est préparé.	❖ Avril 2018
		❖ Le plan d'action concernant les mesures pour encourager la participation active des investisseurs institutionnels au marché des titres d'État est approuvé.	❖ Avril 2019
CREPMF	Appui au développement du marché des titres publics. (1 mission)	❖ Le projet du document contenant les nouvelles procédures de réalisation des opérations de syndication dans l'UMOA est préparé.	❖ Avril 2018
		❖ Les procédures de réalisation des opérations de syndication dans l'UMOA sont révisées et approuvées.	❖ Décembre 2019

B.6. Supervision et restructuration bancaires

Contexte et priorités

69. **Le champ d'intervention du domaine est axé sur des missions de renforcement de la supervision bancaire**, sous ses différents aspects, dont la mise en conformité avec les principes du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace et la transposition des accords internationaux dits de Bâle II/III. Ainsi, les activités prévues dans ce domaine porteront essentiellement sur la réalisation de projets pluriannuels d'assistance technique pour le Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA, la Banque centrale de Guinée, et la Banque centrale de Mauritanie ainsi que pour le Conseil Régional pour l'Épargne Publique et les Marchés Financiers (CREPMF). Pour cette dernière institution, il s'agira des toutes premières activités d'AT du Centre, faisant suite à une évaluation de besoins en AF 2017.

Activités programmées et résultats attendus

70. **Assistance technique au Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA (SGCBU).** Les activités d'AT prévues viseront à accompagner les autorités de supervision dans la refonte de l'outil de notation des établissements de crédit, la définition d'indicateurs d'alerte pertinents et l'évolution des processus associés au contrôle sur place. AFRITAC de l'Ouest pourra également contribuer à la préparation de l'entrée en vigueur au 1er janvier 2018 du nouveau dispositif prudentiel et de l'introduction de la supervision sur base consolidée qui résultent des décisions n°13 et n°14 prises par le Conseil des Ministres de l'UMOA du 24 juin 2016.
71. **Au niveau de la BCEAO, à la suite des progrès réalisés en AF2017, l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest pourrait porter sur les travaux réglementaires en cours** qui couvrent notamment sur : (i) la finalisation des instructions d'application des textes adoptés en juin 2016 (définition des états de reporting que doivent transmettre périodiquement les banques) ; (ii) la révision du dispositif applicable aux exigences de liquidité et de transformation des établissements de crédit et; (iii) la publication de nouvelles circulaires ayant trait notamment à la gouvernance, à la gestion des risques, au contrôle interne et à la conformité des établissements de crédit.
72. **Assistance technique au CREPMF.** Les premières missions d'assistance technique porteront sur la refonte du Règlement Général du CREPMF ainsi que sur la fixation des obligations prudentielles et comptables des entités soumises à la supervision du CREPMF. Le Centre apportera également son expertise en matière de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.
73. **Séminaire régional.** Le Centre organisera un séminaire conjointement avec le Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale, consacré aux problématiques associées au risque de crédit.
74. **Missions d'assistance technique dans les pays.** Les programmes pluriannuels de renforcement de la supervision bancaire en Guinée et en Mauritanie seront reconduits (Tableau 16) et viseront à poursuivre l'adaptation du cadre réglementaire, y compris au niveau comptable, et le renforcement de la qualité de la supervision.
75. **Stages d'immersion.** Le programme prévoit également l'organisation, au sein d'une autorité comparable, d'un stage d'immersion dont le thème n'a pas encore été définitivement arrêté.

Tableau 16. Missions prévues par pays en Supervision et restructuration bancaires

Pays	Activités	Jalons 2018
BCEAO/ SGCBU	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ L'outil de notation des banques est mis en œuvre. ❖ Renforcement des compétences des superviseurs.
CREPMF	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Le dispositif réglementaire applicable aux entités de marché est revu et conforme aux standards. ❖ Les outils de supervision sont définis et effectifs.
Guinée	4 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Nouveau dispositif de calcul réglementaire des fonds propres (intégrant Bâle III). ❖ Nouvelles dispositions réglementaires concernant la division des risques et les engagements sur les apparentés. ❖ Textes d'application de la loi bancaire en vigueur. ❖ Nouveaux modèles d'états financiers et plan de comptes des établissements de crédit actualisé.
Mauritanie	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Nouveau dispositif de calcul réglementaire des risques pondérés pour la mise en conformité avec Bâle II. ❖ Dispositif de notation des banques fiabilisé. ❖ Nouveau dispositif prudentiel applicable aux exigences de liquidité.

B.7. Analyse et prévisions macroéconomiques

Contexte et priorités

76. **Le programme d'activités du Centre sur la période sous-revue (juin 2017-avril 2018) s'articulera autour des priorités retenues dans le Document programme pour le 4ème Cycle.** Ces activités couvriront en priorité :

- ❖ Le développement des procédures de préparation des cadrages macroéconomiques au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée**, et au **Mali** ;
- ❖ La mise en place d'un dispositif institutionnel pour l'analyse et le suivi des politiques macroéconomiques au **Bénin**, au **Mali**, et en **Guinée** ;
- ❖ L'amélioration des dispositifs de dissémination des données macroéconomiques de base dans **tous les pays membres** du Centre ;
- ❖ Le renforcement des capacités d'analyse et de prévision des cadres moyen et de rangs intermédiaires de **tous les pays** par des séminaires régionaux méthodologiques et pédagogiques et des ateliers nationaux sur des thèmes liés à la gestion macroéconomique.

Activités programmées et résultats attendus

77. **Séminaires régionaux.** Trois activités de formation sont prévues au niveau régional. En effet, le Centre organisera un séminaire régional sur le thème : « Interrelations entre les comptes macroéconomiques et robustesse des cadrages des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest ». Cet atelier est dédié aux responsables des administrations en charge des prévisions macroéconomiques, des cadrages budgétaires ainsi que de la programmation monétaire. De plus, comme en juin 2015, le Centre organisera un séminaire régional de haut niveau, qui regroupera les directeurs généraux de l'économie et les directeurs de la prévision, pour des échanges sur les enjeux de l'AT dans le domaine de l'analyse et des prévisions macroéconomiques. En outre, le Centre participera au cours sur la programmation et les politiques financières organisé par l'Institut du FMI pour le renforcement de capacités, à l'attention des participants des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest. Enfin, le Centre participera à des séminaires régionaux sur la conjoncture et la prévision des pays de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que la formation des formateurs en modélisation macroéconomiques, organisés conjointement avec AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA et la Commission Économique pour l'Afrique.
78. **Missions d'assistance technique.** Les activités prévues pour l'AF 2018 sont résumées au Tableau 17. Elles visent principalement à aider les pays à renforcer l'appropriation, l'approfondissement et l'analyse des cadrages macroéconomiques. En plus de ces activités, le programme comprend des missions « en réserve » pour le Bénin, la Guinée-Bissau, le Niger, la Banque Centrale de Mauritanie et le Togo.
79. **Stage d'immersion.** Le programme prévoit également l'organisation de deux stages d'immersion portant sur les cadres institutionnels pour la gestion macroéconomique, et sur les modèles de simulation de politique monétaire.

Tableau 17. Missions prévues par pays en Analyse et prévision macroéconomiques

Pays	Activités	Jalons 2018
Bénin	1 mission	<p>Le modèle MOSARE est révisé et approprié par les cadres.</p> <p>Les cadres sont formés sur les interrelations entre les 4 comptes macroéconomiques.</p> <p>Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérentes.</p> <p>Le dispositif institutionnel pour l'analyse et le suivi des politiques macroéconomiques (le Comité PIB-TOFE) est redynamisé.</p>

Pays	Activités	Jalons 2018
Burkina Faso	1 mission	<p>Le modèle IAP est révisé et approprié par les cadres.</p> <p>Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérentes.</p> <p>Le cadre d'analyse et d'études macroéconomiques est défini (méthodologie, thématiques, organisation, supports).</p>
Côte d'Ivoire	2 missions	<p>La maquette de prévision des recettes de la DGI est opérationnelle.</p> <p>Le modèle BUDGEECO est révisé et approprié par les cadres.</p> <p>Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérentes.</p> <p>Le cadre d'analyse et d'études macroéconomiques est défini (méthodologie, thématiques, organisation, supports).</p>
Guinée	1 mission	<p>Le modèle MSEGUI est révisé et approprié par les cadres.</p> <p>Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérentes.</p> <p>Le dispositif institutionnel de validation des cadrages macroéconomiques est opérationnel.</p>
Guinée-BCRG	2 missions	<p>Les cadres de la BCRG sont formés sur l'utilisation des logiciels MATLAB et IRIS pour le développement des modèles de simulation des impulsions de politique monétaire.</p> <p>Un système de prévision et d'analyse de la politique monétaire est développé (modèle et processus de prise de décision).</p>
Mali	2 missions	<p>Le modèle MME_DNPD est révisé et approprié par les cadres.</p> <p>Les cadres sont formés sur les interrelations entre les 4 comptes macroéconomiques.</p> <p>Les projections macroéconomiques des 4 comptes sont cohérentes.</p> <p>Le dispositif institutionnel de validation des cadrages macroéconomiques est redynamisé.</p> <p>Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques.</p>
Mauritanie-BCM	1 mission	<p>Les cadres de la BCM sont formés sur l'utilisation des logiciels MATLAB et IRIS pour le développement des modèles de simulation des impulsions de politique monétaire.</p>

Tableau 18. Récapitulatif du programme d'activités de l'AF 2018

	Administration Douanière	Administration fiscale	Gestion des Dépenses Publiques.	Gestion de la Dette	Statistiques de Finances Publiques.	Statistiques du Secteur réel	Supervision et restructuration Bancaires	Analyse et Prévisions Macroéconomiques
Bénin	Gestion automatisée du risque. Fonction de contrôle.	Renforcement de l'administration des moyennes entreprises. Gestion des restes à recouvrer.	Budget programme. Plan comptable de l'État.	Le plan annuel de financement Préparation du rapport de gestion de la dette publique.	Production d'un TOFE au format 2009.	Comptes nationaux trimestriels. Comptes financiers.		Suivi de la conjoncture. Prévision macroéconomique.
Burkina Faso	Fonction de contrôle.	Renforcement du contrôle fiscal et la gestion maîtrisée des arriérés fiscaux.	Budget programme. Comptabilité en droits constatés.	Procédures opérationnelles d'octroi de gestion de la garantie de l'État et des prêts rétrocédés.	Production d'un TOFE au format 2009. Élargissement du TOFE à l'administration centrale.	Mise en place d'année de base. Comptes des sociétés financières.		Dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique.
Côte d'Ivoire	Gestion automatisée du risque. Fonction de contrôle.	Contrôle fiscal, Analyse risque.	Budget programme. Comptabilité en droits constatés. Balance générale des comptes.	Réouverture des émissions de titres publics.	Production d'un TOFE au format 2009. Élargissement du TOFE à l'administration centrale.	Publication des comptes trimestriels.		Suivi de la conjoncture. Prévision macroéconomique.
Guinée	Fonction de contrôle.	Gestion des restes à recouvrer. Renforcement de l'administration des moyennes entreprises.	Pilotage de la masse salariale. Plan comptable de l'État.	Analyse des vulnérabilités du portefeuille de la dette.	Production du TOFE 2009 basé sur le MSFP 2001/2014.	Préparation des comptes nationaux 2014-2015. Mise en place d'une année de base.	Renforcement de la supervision bancaire.	Suivi de la conjoncture. Prévision macroéconomique.
Guinée-Bissau	Fonction de contrôle.	Élargissement de l'assiette fiscale.	Programmation budgétaire. Balance générale des comptes.	Modernisation du cadre de gestion de la dette. Renforcement des capacités en analyse de portefeuille	Production d'un TOFE au format 2009.	Élaboration des comptes nationaux annuels 2014 et 2015.		

	Administration Douanière	Administration fiscale	Gestion des Dépenses Publiques.	Gestion de la Dette	Statistiques de Finances Publiques.	Statistiques du Secteur réel	Supervision and restructuration Bancaires	Analyse et Prévision Macroéconomiques
Mali	Gestion automatisée du risque. Fonction de contrôle.	Renforcement de l'administration des moyennes entreprises.	Pilotage de la masse salariale. Compte unique du Trésor.	Émission de titres publics. Renforcement de la qualité de la base de données	Basculement au TOFE UEMOA 2009. TOFE expérimental pour l'administration centrale.	CNTs. Diffusion des notes sur les sources et méthodes des comptes nationaux annuels.		Dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomiques.
Mauritanie	Fonction de contrôle.	Poursuite de la modernisation de la Direction des moyennes entreprises.	Budget programme. Comptabilité en droits constatés.	Émission de titres publics.	Basculement au TOFE base MSFP 2001/2014.	Production des comptes nationaux annuels 2013, 2014 et 2015.	Renforcement, supervision bancaire.	Dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique.
Niger	Fonction de contrôle.	Poursuite de la modernisation de la DME. Gestion des restes à recouvrer.	Autorisation d'engagement et Crédit de paiement. Balance générale des comptes.	Émission de titres publics.	Production d'un TOFE au format 2009.	Élaboration des comptes nationaux annuels de 2006 à 2014.		
Sénégal	Fonction de contrôle.	Renforcement de l'administration des moyennes entreprises. Renforcement du contrôle fiscal.	Exécution de la dépense. Balance générale des comptes. Comptabilité en droits constatés.	Formation en analyse de viabilité de la dette. Formation en évaluation des termes et conditions financières des prêts.	Élargissement du TOFE à l'administration centrale. TOFE expérimental pour la sécurité sociale.	Tables de passage des données primaires des comptes des sociétés et des ménages.		
Togo	Gestion automatisée du risque. Fonction de contrôle.	Poursuite de la modernisation de la DME. Renforcement du contrôle fiscal.	Programmation budgétaire. Compte unique du Trésor.	Modernisation du cadre organisationnel de gestion de la dette.	Production du TOFE au format 2009. Élargissement du TOFE à l'administration centrale.	Élaboration des comptes nationaux annuels 2013, 2014 et 2015.		Dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique.
Organisations régionales				Manuel de procédures. Analyse de risques.			Transposition de Bâle II/III.	

V. COMMUNICATION, COORDINATION ET PARTENARIATS

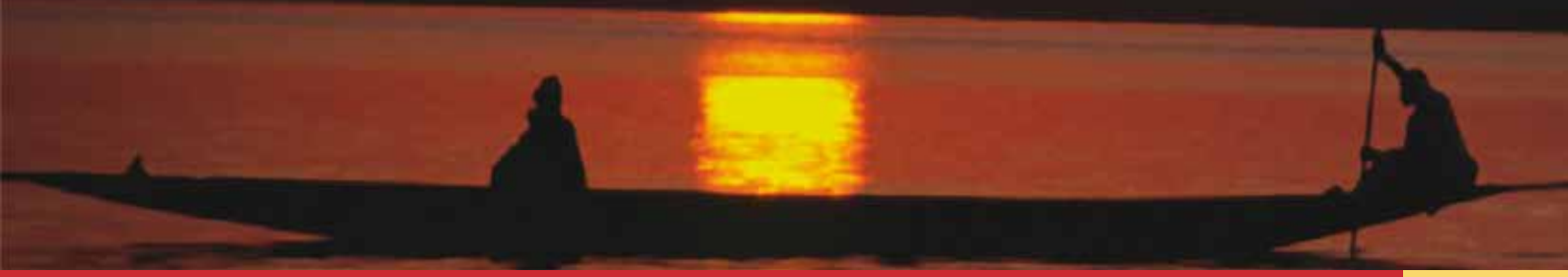
80. **Communication.** Les actions de communication ont porté sur les activités du Centre et la visibilité de l'apport des partenaires au développement à son budget. Elles étaient mises en œuvre à travers les rapports d'activité, les communiqués de presse et, les gazettes trimestrielles affichés sur le site internet de l'AFRITAC de l'Ouest. Les activités de communication ont également eu lieu à l'occasion des missions de la Directrice dans les pays membres, ainsi que lors de ses rencontres avec les Institutions régionales et les partenaires au développement dans les pays membres.
81. **Coordination et partenariats.** Le Centre a continué à coordonner ses activités avec celles des autres pourvoyeurs d'AT, et à rechercher des partenariats avec les institutions régionales. Le Centre maintient une communication permanente avec les partenaires au développement et institutions sous régionales fournissant l'AT à ses pays membres.
- ❖ **Coopération allemande (GIZ) et le Pôle de Dakar.** Le Centre a participé à un atelier organisé par ces deux institutions sur la mise en œuvre des nouveaux cadres juridiques dérivés des directives de l'UEMOA (mai 2016 à Dakar).
 - ❖ *Atelier de formation sur la mise en œuvre du champ du Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) de l'UEMOA* (Abidjan, du 12 au 14 juillet 2016). Le Centre a participé à ces travaux au cours desquels le conseiller résident a apporté des clarifications sur le champ d'application des statistiques de finances publiques et a fait l'état des lieux de la mise en œuvre de la réforme dans la zone UEMOA. Il a aussi mis en exergue les spécificités de la protection sociale, à travers différents cas pratiques sur les traitements et l'enregistrement des opérations des régimes d'assistance sociale, de sécurité sociale et d'assurance sociale employeur.
 - ❖ *Mission UEMOA pour l'évaluation de la mise en œuvre du nouveau cadre juridique des finances publiques* dérivé des directives de l'UEMOA en Côte d'Ivoire.
 - ❖ *Deuxième réunion de l'observatoire des finances publiques au titre de l'année 2016* (Lomé en novembre 2016). En plus de sa participation à l'encadrement technique des travaux, le Conseiller résident de l'AFRITAC de l'Ouest a fait une communication sur la stratégie de la bascule au budget de programme avec l'appui de FAD.
 - ❖ *Atelier sur le bilan d'ouverture en comptabilité patrimoniale.* À l'occasion, de cet atelier, le conseiller résident du Centre a présenté deux communications sur les prérequis à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés, et patrimoniale et les modalités pratiques sur la constitution du bilan d'ouverture.
 - ❖ L'AFRITAC de l'Ouest a participé à un atelier national organisé par la Côte d'Ivoire en statistiques de finances publiques. L'atelier s'est tenu du 29 août au 3 septembre 2016 à Grand Bassam. Il portait sur la migration du TOFE selon le Manuel des Statistiques de Finances Publiques 2001/2014. Au cours de cet atelier, le Centre a contribué à l'élaboration des ébauches des 4 tableaux du cadre d'analyse minimum tel que prévu par l'article 26 de la directive de l'UEMOA portant TOFE, à savoir : (i) le

TOFE UEMOA 2009 (tableau 1) ; (ii) la situation des flux de trésorerie (tableau 2) ; (iii) la situation des actifs financiers et des passifs (tableau 3) ; et (iv) la situation de la dette publique (tableau 4). Les travaux de cet atelier ont permis de réaliser d'importantes synergies avec les activités d'AT organisées par le Centre dans le même domaine, en faveur de la Côte d'Ivoire.

- ❖ **AFRISTAT, Commission de l'UEMOA, BCEAO.** Le Centre a participé à l'organisation de deux séminaires sur la conjoncture et la prévision économique à court terme dans les États membres de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie. Ces séminaires (Lomé, du 21 au 25 novembre 2016, et Bamako du 29 mai au 02 juin 2017) visaient plusieurs objectifs pédagogiques et opérationnels. Il s'agissait en particulier de renforcer les capacités des participants sur l'analyse de la balance des paiements et des prévisions macroéconomiques à court terme (pour le premier), et sur le processus d'élaboration des documents de synthèse conjoncturelle (pour le second). Ces séminaires ont également permis de confronter les résultats des indicateurs macroéconomiques des pays avec l'évolution de la conjoncture.
- ❖ **Union Africaine, AFRISTAT, CEDEAO et INSEE.** Le Centre a échangé avec ces institutions sur la coordination de l'assistance technique en Guinée pour un meilleur impact des interventions.
- ❖ **Agence UMOA-Titres** Le Centre a participé à un séminaire organisé par l'Agence UMOA-Titres à Saly (Sénégal) en décembre 2016, et qui portait sur l'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel de financement.

VI. BUDGET DU CENTRE – EXÉCUTION EN 2017 ET PRÉVISIONS POUR 2018

82. **Le fonctionnement de l'AFRITAC de l'Ouest est financé par les dix États bénéficiaires de l'assistance technique qu'il fournit et par des partenaires bilatéraux et multilatéraux.** Au 31 mai 2017, ces derniers comprenaient : la Commission de l'Union européenne, les Pays-Bas, la France, le Koweït, le Canada, la Banque africaine de développement (BAD), le Luxembourg, l'Australie, la Suisse, l'Allemagne, la Banque européenne d'investissement (BEI), l'Italie, la Coopération allemande, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), et le Fonds monétaire international (FMI). Pour le Cycle III de financement (au 31 mai 2017), les contributions des pays membres et des partenaires, pour lesquelles des lettres d'engagement avaient été signées s'élevaient à environ 3 millions et 38,4 millions de dollars respectivement (Tableau 19). Au titre de l'AF 2017 les dépenses, au 30 avril 2017, étaient de 7,3 millions de dollars, soit une augmentation de 4% par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse reflète essentiellement un recours plus accru aux services des experts court-terme dans tous les domaines, ainsi que les participations de l'AFRITAC de l'Ouest aux missions de diagnostic conduites par les départements d'assistance technique du FMI (Tableau 20).
83. **Les prévisions budgétaires pour l'AF 2018 s'élèvent à 11,3 millions de dollars.** Elles sont en forte augmentation pour cette première année du Cycle IV, reflétant notamment un volume plus élevé d'activités, une augmentation de ressources allouées au contrôle qualité



(backstopping) des activités des experts du Centre, un nombre plus important des missions diagnostiques, particulièrement en matière de gestion de finances publiques, et le recrutement de deux nouveaux Conseillers résidents. Ceux-ci permettront au Centre d'intensifier son appui dans le domaine de l'administration fiscale, à deux pays en situation de fragilité, en application de l'Initiative du FMI en faveur des pays fragiles ; et de mieux gérer la transition du Centre vers un nouveau système de gestion de l'impact de l'assistance technique, mis en place au FMI.

Tableau 19. AFRITAC de l'Ouest – État des contributions financières pour le Cycle III

		Engagements reçus (nov.2009-jan.2015) Pour le Cycle III		Paiements reçus pour le Cycle III		Paiements attendus pour le Cycle III Déjà dus
	Devise	En devises	En dollars ¹	En devises	En dollars	En dollars
Partenaires						
Allemagne	Euro	1,000,000	1,426,750	1,000,000	1,426,750	-
Allemagne	Euro	100,000	121,530	100,000	121,530	-
Australie	Dollar US	1,250,000	1,250,000	1,250,000	1,250,000	-
Banque africaine de Développement	Dollar US	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000	-
Banque européenne d'Investissement	Euro	1,000,000	1,356,000	1,000,000	1,356,000	-
Canada	Dollar CAN	2,000,000	2,111,825	2,000,000	2,111,825	-
UE-ACP	Euro	2,000,000	2,782,800	2,000,000	2,782,800	-
EU-Régional	Euro	10,000,000	12,476,100	10,000,000	12,476,100	-
France	Euro	3,600,000	4,894,456	3,600,000	4,894,456	-
Italie	Euro	600,000	906,266	600,000	906,266	-
Koweït	Dollar US	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	-
Luxembourg	Euro	1,250,000	1,679,227	1,250,000	1,679,227	-
Pays-Bas	Dollar US	4,411,725	4,411,725	4,411,725	4,411,725	-
Suisse	Dollar US	1,030,954	1,030,954	1,030,954	1,030,954	-
Sous-total Partenaires			38,447,633		38,447,633	-
Bénéficiaires						
Bénin	Dollar US	275,000	275,000	165,643	165,643	109,357
Burkina Faso	Dollar US	275,000	275,000	275,000	275,000	-
Côte d'Ivoire	Dollar US	767,483	767,483	767,483	767,483	-
Guinée	Dollar US	275,000	275,000	275,000	275,000	-
Guinée Bissau	Dollar US	-	-	-	-	-
Mali	Dollar US	275,000	275,000	271,159	271,159	3,841
Mauritanie	Dollar US	275,000	275,000	96,334	96,334	178,666
Niger	Dollar US	275,000	275,000	-	-	275,000
Sénégal	Dollar US	275,000	275,000	162,913	162,913	112,087
Togo	Dollar US	275,000	275,000	109,950	164,950	110,050
Sous-total Bénéficiaires			2,967,483		2,178,482	789,001
Total			41,415,116		40,626,115	789,001

Tableau 20. AFRITAC de l'Ouest (Cycle III) - Suivi financier 2016-2017 (en dollars États-Unis)

Catégories de dépenses	Budget du Cycle III Exercice 2010 à 2017	Exercice 2010 Dépenses	Exercice 2011 Dépenses	Exercice 2012 Dépenses	Exercice 2013 Dépenses	Exercice 2014 Dépenses	Exercice 2015 Dépenses	Exercice 2016 Dépenses	Exercice 2017 Dépenses
Conseillers résidents									
Finances publiques et administration des recettes Marchés financiers et dette publique									2,674,405
Statistiques	18,171,401	1,098,504	2,341,157	2,344,062	2,188,325	2,032,182	2,704,347	2,654,426	1,104,588
Analyses et prévisions macroéconomiques Déplacements régionaux	7,319,675	504,288	1,021,790	980,899	980,143	790,026	1,021,826	954,495	362,868
	4,166,185	214,200	515,003	585,107	583,095	439,195	684,511	566,869	268,963
	3,566,001	222,949	544,528	440,060	354,876	502,079	517,434	487,166	429,551
	615,113	- 157,067	- 259,836	- 337,996	- 270,212	- 300,882	82,256	263,791	
	2,504,426						398,321	382,105	
Experts court-terme									2,026,432
Finances publiques et administration des recettes Marchés financiers et dette publique	10,700,782	322,073	920,136	1,192,670	1,321,247	1,593,050			1,141,382
Statistiques	6,132,682	268,296	597,887	744,294	767,857	839,970	1,718,957	1,798,341	393,286
Aspects juridiques	2,529,378	17,624	140,070	256,023	285,330	516,881	1,073,637	911,258	321,941
Analyses et prévisions macroéconomiques	1,790,539	36,153	182,179	192,353	268,060	236,199	388,546	457,873	-
	- 248,183	-	-	-	-	-	256,774	306,347	
							-	- 122,863	169,822
Formation / séminaires	4,191,202	-	445,105	320,716	580,401	728,644		805,760	715,059
Séminaires régionaux	3,655,579	-	445,105	320,716	457,075	551,144	494,543	689,524	668,892
Formation en gestion macroéconomique et financière	535,622	-	-	-	123,326	177,500	494,543	116,236	46,167
	293,725	-	-	-	107,004	141,721			
	279,804	-	-	-	93,083	141,721	-	-	69,858
	13,921	-	-	-	13,921	-	-	-	
Missions "diagnostic"									69,858
Finances publiques et administration des recettes Marchés financiers et dette publique	-	-	-	-	-	-	-	-	
Statistiques	-	-	-	-	-	-	-	-	
Aspects juridiques	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2,876,782	192,857	454,365	310,566	394,609	381,609		322,502	
Backstopping et gestion de projet	1,566,982	101,134	273,676	175,359	146,925	207,786	347,954	221,541	380,614
Backstopping	644,494	59,983	109,458	78,848	69,584	60,266	191,222	85,276	188,388
Gestion de projet Déplacements (staff)	665,307	31,740	71,231	56,359	178,100	113,557	79,096	15,685	90,594
	1,317,632	5,018	58,519	65,769	320,006	235,898		203,270	101,633
	239,918	- 5,018	- 58,519	- 65,769	214,316	25,602	204,850	- 203,270	280,049
	1,077,714				105,690	210,295	- 204,850		
Autres									
Évaluation									-
Divers frais de coordination et d'administration									280,049
Sous-total	37,551,524	1,618,452	4,219,282	4,233,783	4,911,592	5,113,103	5,470,651	5,784,299	6,146,417
									430,249
Gestion du fonds fiduciaire	2,628,607	113,292	295,350	296,365	343,811	357,917	382,946	404,901	430,249
Total dépenses bailleurs	40,180,131	1,731,744	4,514,632	4,530,148	5,255,404	5,471,020	5,853,597	6,189,200	6,576,666
Contribution FMI	6,354,293	466,213	871,808	823,916	751,560	1,039,600	897,288	657,731	581,224
Contribution pays hôte	1,352,242	169,750	349,480	370,094	122,633	-	103,821	106,323	130,139
Coordination & administration du Centre (FMI & pays hôte)	7,706,534	635,963	1,221,288	1,194,010	874,193	1,039,600	1,001,109	764,054	711,363
Total AFRITAC de l'Ouest	47,886,665	2,367,707	5,735,919	5,724,158	6,129,597	6,510,620	6,854,706	6,953,254	7,288,029

ANNEXES

Annexe 1. Activités et résultats par pays en AF 2017

Bénin

Administration douanière

84. **La mise en œuvre des recommandations de l'AT a connu des progrès mitigés.**

- ❖ *La gestion automatisée de risques.* Le projet pluriannuel dans le cadre duquel cette assistance technique était donnée a démarré en 2009, et a été relancé en 2013. Le Centre a fait le constat qu'il a franchi un cap important d'un point de vue technique. Cependant, dans la pratique, la gestion automatisée du risque n'est pas encore opérationnelle et requiert un appui conséquent des Autorités pour la mise en œuvre des bonnes pratiques en la matière. Le projet pluriannuel d'assistance technique (PPAT) devait être clôturé cette année, mais les Autorités souhaitant que la gestion automatisée du risque devienne réellement effective et efficiente, ont exprimé le souhait d'une prolongation. Le PPAT a donc été prolongé de 18 mois.
- ❖ *Le plan stratégique pour les réformes proposées par la mission FAD en décembre 2016 n'a pas été mis en œuvre.* L'administration des douanes n'a initié aucune mesure pour renforcer la fonction de contrôle après dédouanement. La situation est au même niveau qu'en décembre 2015. L'AT a contribué à la création d'un comité directeur chargé de la mise en œuvre des recommandations du plan stratégique, et à l'élaboration d'un plan d'actions.

Administration fiscale

85. **Renforcement de l'immatriculation fiscale des contribuables.** Avec l'appui technique du Centre, la DGI du Bénin, à l'instar d'autres pays de la sous-région, a mis en place un système d'immatriculation fiscale pour recenser les activités économiques. Malheureusement, au fil des années, il a été créé une base de données plus large permettant d'enregistrer même des personnes qui n'exercent pas d'activités économiques. Le Centre a aidé les services à filtrer la base existante, composée de plus d'un million d'effectifs, par rapport à une base fiscale de moins de 40 000 personnes, représentant les vrais opérateurs économiques. L'objectif poursuivi était de disposer d'une base fiscale saine, susceptible de recenser l'ensemble des opérateurs économiques et de soutenir les actions d'élargissement de l'assiette. Dans la même lancée positive, le rapprochement de l'information des douanes avec les données des bilans déposés à la DGI a permis d'identifier 1335 nouvelles entreprises qui faisaient des importations sans être fichées à l'administration fiscale.

Gestion des dépenses publiques

86. **Préparation d'un manuel de procédures.** Avec l'AT fournie par le Centre, un manuel des procédures comptables a été finalisé et des conseils ont été fournis sur l'organisation fonctionnelle de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour mieux l'adapter aux exigences de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale. De plus, un plan d'actions triennal pour la mise en œuvre progressive des nouveaux paradigmes d'exécution de la dépense en mode de programme a été adopté.

Statistiques de finances publiques

87. **Progrès dans la mise en œuvre des réformes régionales.** L'AT fournie par le Centre a permis de finaliser le tableau de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 à partir des données extra comptables ; d'identifier les données disponibles pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum, notamment pour les tableaux 2 et 4 qui portent respectivement sur le flux de trésorerie et la dette de l'administration publique. Il faut souligner que les statistiques produites le sont uniquement pour l'administration publique centrale budgétaire. Par ailleurs, des travaux ont été entrepris dans une perspective d'élargissement du champ d'application des statistiques de finances publiques aux collectivités locales et à la caisse de sécurité sociale. Ainsi, il est prévu dans le courant du premier semestre 2017 la production sur une base expérimentale du TOFE UEMOA 2009, de la sécurité sociale et des collectivités locales ou décentralisées. La production du TOFE expérimentale des établissements publics nationaux est prévue pour le dernier trimestre de 2017.

Statistiques du secteur réel

88. **Amélioration des indicateurs de haute fréquence.** Les activités menées par l'AFRITAC de l'Ouest, à travers deux missions ont contribué à l'amélioration des indicateurs infra-annuels, ainsi qu'à la cohérence intersectorielle des données macroéconomiques. La première mission a poursuivi la mise en place du dispositif des comptes nationaux trimestriels (CNT) et l'élaboration d'une note d'analyse du Produit Intérieur Brut (PIB) au quatrième trimestre 2015 pour une diffusion restreinte. La seconde mission a appuyé l'élaboration du compte financier pour l'année 2015, permettant ainsi au Bénin d'étendre le champ des comptes des secteurs institutionnels dans le cadre de la mise en œuvre du *Système de comptabilité nationale de 2008*.

Gestion de la dette

89. **Renforcement de capacités en gestion de la dette publique.** Les activités du Centre ont essentiellement porté sur les actions de formation, y compris dans le cadre d'un atelier national. Elles ont porté sur trois aspects importants de la gestion de la dette publique :

- ❖ La préparation d'un plan annuel de financement qui est en cohérence avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme retenue.
- ❖ La gestion du risque de refinancement du portefeuille de la dette publique.
- ❖ L'utilisation du cadre de viabilité de la dette publique. Cette activité était menée dans le cadre d'un atelier national qui a également aidé les participants à améliorer la qualité de leurs documents d'analyse de viabilité de la dette.

Analyse et prévisions macroéconomiques.

90. Les activités menées dans ce domaine ont contribué aux résultats suivants :

- ❖ *La préparation d'un projet de suivi conjoncturel des activités du secteur informel.* Une mission du Centre a travaillé avec les cadres concernés sur les aménagements de ce projet. Le suivi sous forme d'enquêtes qualitatives d'opinion se focaliserait sur le secteur non-agricole, urbain et péri-urbain sur un échantillon d'entreprises du secteur informel sédentaire et semi-sédentaire. Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de la gamme d'indicateurs à haute fréquence suivi par la Direction générale des affaires économiques (DGAE), la mission a exposé les méthodologies d'élaboration des indicateurs du coût de la construction, des indices des prix du commerce extérieur, des indices des conditions générales d'activités, et des indicateurs synthétiques du climat des affaires.
- ❖ *La mise à jour et l'opérationnalisation du modèle de simulation et d'analyse des réformes (MOSARE).* Parmi les actions menées il y avait l'actualisation du manuel d'utilisation du modèle et l'élaboration d'un plan d'actions 2017-2022 intégrant les activités à réaliser pour l'appropriation et le renforcement du modèle.

Burkina Faso

Administration douanière

91. **Progrès dans la mise en place de la gestion automatisée du risque.** Malgré des insuffisances qui demeurent encore au niveau opérationnel, la douane a accompli de remarquables progrès au niveau technique, qui se sont traduits par l'application d'une nouvelle méthode de scoring et le renforcement de la sélectivité aléatoire des contrôles. L'AFRITAC de l'Ouest a dispensé aux douanes tous les conseils nécessaires pour mettre pleinement en œuvre la gestion automatisée des risques, particulièrement au niveau technique et opérationnel.
92. **Définition des priorités pour appuyer le plan stratégique de la douane.** L'expert du Centre a participé à une mission diagnostique conduite par le Département des Finances Publiques du FMI. Pour appuyer le plan stratégique élaboré par la douane, la mission a proposé cinq priorités. Il s'agit de :

- ❖ Lancer l'exécution et le suivi du plan stratégique pour une mise en place effective des réformes.
- ❖ Refondre le système des rémunérations annexes qui entrave le processus de modernisation.
- ❖ Renforcer la facilitation des échanges et la mobilisation des recettes.
- ❖ Redéployer les effectifs en surnombre dans les bureaux de dédouanement pour renforcer certaines activités essentielles à la mobilisation des recettes comme le contrôle après dédouanement, et la surveillance du territoire.
- ❖ Assainir la profession de commissionnaire en douane.

Administration fiscale

93. **Renforcement de l'administration fiscale.** Le Centre a contribué au renforcement de la performance de la Direction des moyennes entreprises (DME) et du recouvrement, en particulier de la TVA. En effet, avec l'appui de son AT, le portefeuille de la DME est passé de 2 039 contribuables à 2 829, et le taux de couverture du contrôle fiscal s'est amélioré, passant de 2,9% à 9,2% entre 2014 et 2015. Par ailleurs, le transfert effectif des dossiers entre la DME et les services locaux a été noté traduisant ainsi la consolidation du principe de segmentation des contribuables, ainsi qu'une augmentation de la conformité en matière de TVA de 71% à 85% entre 2015 et fin février 2016. Le Centre a pris part à une mission organisée par le Département des Finances publiques du FMI en Mars 2017, avec comme thème de mission : l'élaboration d'une stratégie de réformes fiscales pour les 3 prochaines années.

Gestion des dépenses publiques

94. **Progrès dans la mise en œuvre des réformes régionales en matière de gestion de dépenses.** Le Centre a fourni des conseils pratiques complémentaires pour la poursuite des réformes comptables, y compris celles relatives à l'exécution de la dépense dans la phase comptable. L'AT fournie a également permis la réalisation d'un diagnostic des procédures actuelles d'exécution de la dépense, assorti des mesures de rationalisation.

Statistiques de finances publiques

95. **Préparation de la table de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009.** L'AT fournie a permis de faire des avancées pour l'élaboration du TOFE à partir de la Balance Générale des Comptes du Trésor et conformément au *MSFP 2001/2014*. Elle a aussi contribué à l'identification des données nécessaires à la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum des finances publiques, et à l'élargissement du champ d'application du TOFE à tous les sous-secteurs de l'administration publique.

Statistiques du secteur réel

96. **Élaboration du compte de sociétés financières dans le contexte de la mise en œuvre du SCN 2008.** Au cours de l'AF2017, les activités de renforcement de capacités en statistiques du secteur réel ont mis un accent particulier sur l'application des nouvelles recommandations pour l'estimation du service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM), la production des banques centrales et la production des sociétés d'assurances.

Gestion de la dette

97. **Arrangements institutionnels pour la gestion de la dette publique.** Le Centre a dirigé une mission conjointe avec le département des Marchés des Capitaux et Monétaires du FMI et la Banque mondiale pour le renforcement des aspects institutionnels de la gestion de la dette publique. Les travaux de la mission ont permis d'élaborer un plan d'actions accompagné d'un chronogramme pour consolider et mieux organiser les responsabilités de gestion de la dette à la Direction de la dette publique.

Analyse et prévisions macroéconomiques

98. **Renforcement de capacités sur le cadrage macroéconomique.** L'AT fournie par le Centre a permis de former une vingtaine de cadres du Comité de prévision et de modélisation issus de plusieurs entités productrices/utilisatrices des informations économiques sur les enjeux du budget de programme et leurs implications sur les processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques. Ces cadres ont également été formés sur les interrelations entre les comptes macroéconomiques, aspect critique de l'élaboration d'un cadrage macroéconomique.

Côte d'Ivoire

Administration douanière

99. **Progrès importants dans la mise en œuvre des recommandations de l'assistance technique.** En particulier, le Centre a constaté :
- ❖ L'élaboration d'un dispositif informatique qui permettra la prise en charge des exonérations.
 - ❖ L'application de la gestion informatisée du risque pour la sélectivité des contrôles aux déclarations de régimes économiques.
 - ❖ Plusieurs avancées dans la mise en œuvre du plan d'actions de mise en place d'un cadre de suivi des régimes suspensifs et des exonérations. Par ailleurs, de nombreuses recommandations

proposées par la mission de juin 2015 du Département des Finances Publiques du FMI ont été exécutées ou sont en cours de réalisation.

Administration fiscale

100. **Identification de nouveaux contribuables pour les Centres des moyennes entreprises.** Dans le cadre de l'opération d'élargissement de l'assiette fiscale, l'AT de l'AFRITAC de l'Ouest a permis d'identifier plus de 850 nouvelles entreprises qui rempliraient les critères d'éligibilité des entreprises dans le segment des moyennes entreprises, alors qu'elles étaient administrées dans d'autres segments hors des centres des moyennes entreprises. Cette opération était consécutive à une récente mesure de la DGI visant l'abaissement du seuil de compétence des centres des moyennes entreprises de 400 millions à 200 millions de chiffre d'affaires. En outre, les experts du Centre ont assisté la direction des enquêtes et de l'analyse risque à élaborer un plan d'actions opérationnel pour l'année 2017.

Gestion des dépenses publiques

101. **Adoption d'un plan d'actions pour la rationalisation de la chaîne de la dépense.** Cette dernière s'est faite en perspective du passage au budget de programme, et la préparation d'un diagnostic de l'organisation fonctionnelle de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, ainsi que la revue qualité du plan comptable détaillé de l'État. Par ailleurs, le Centre a participé à la mission d'évaluation de la gestion de l'investissement public (PIMA) conduite par le département des finances publiques (FAD) du FMI en décembre 2016.

Statistiques de finances publiques

102. **Production à titre expérimental des différents tableaux du cadre d'analyse minimum.** Il s'agit en particulier du TOFE UEMOA, de la situation des flux de trésorerie, du tableau des actifs et passifs, ainsi que de la situation de la dette publique. Le Centre a également participé à un atelier portant sur la migration du TOFE selon le MSFP 2001/2014.

Statistiques du secteur réel

103. **Progrès dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).** Le Centre a noté des avancées concernant les CNT, et a souligné la nécessité d'améliorer la qualité des comptes nationaux annuels et du dispositif des indicateurs conjoncturels.

Gestion de la dette

104. **Formation en matière de gestion de la dette.** Une douzaine de cadres en charge de la gestion de la dette ont été formés par l'AFRITAC de l'Ouest sur la technique de réouverture des émissions de titres, ainsi que sur les techniques de gestion des risques y afférents.

Analyse et prévisions macroéconomiques

105. **Suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'AT du Centre.** Ce suivi a porté sur le plan d'actions pluriannuel pour l'amélioration des prévisions des recettes, élaboré au cours de la précédente mission. Dans ce cadre, les experts du Centre ont également testé les spécifications d'un modèle simple de prévisions à court terme des principales recettes fiscales, ainsi que les méthodes de simulation de l'impact des mesures fiscales sur le budget de l'État.
106. **Amélioration des dispositifs techniques d'analyse et de prévisions macroéconomiques.** L'appui du Centre a permis d'identifier l'ensemble des données de base indispensables à la mise à jour du modèle Budgets-Économiques (BUDGECO) de la Direction générale de l'économie (DGE) et d'examiner le cadre opérationnel du BUDGECO (codes sources, structures comptables, variables, paramètres, calibrages, cohérence et robustesse). Par ailleurs, les experts du Centre ont aidé à identifier les besoins en renforcement de capacités de la Direction des prévisions, des politiques et des statistiques économiques (DPPSE) en termes d'organisation, de budget, de logistique et de ressources humaines, afin d'assurer l'appropriation et la pérennisation du modèle BUDGECO.

Guinée

Administration douanière

107. **Les activités du Centre ont couvert les aspects suivants :**
 - ❖ Pour la maîtrise des flux de marchandises, un dispositif douanier permettant le suivi des marchandises depuis leur arrivée au port jusqu'à leur dédouanement a été proposé et deux procédures ont été élaborées : (i) l'une concernant le transfert automatisé des manifestes de cargaison des marchandises par les agences maritimes ; (ii) l'autre relative au suivi et à la régularisation par l'Administration douanière de tous les manifestes non apurés à l'échéance du délai légal en vigueur.
 - ❖ L'AT a contribué à la mise en œuvre de la fonction d'audit après dédouanement. Cette fonction permet aux agents des douanes à mieux comprendre le cadre juridique de leur mission, la typologie des contrôles, des procédures et des méthodes de travail post-dédouanement. Elle leur permet aussi d'élaborer un projet de plan annuel de contrôle après dédouanement basé sur une analyse de risques.
 - ❖ Le Centre a participé à la mission du Département des Finances Publiques au cours de laquelle les axes de la future stratégie des douanes guinéennes ont été définis.

Administration fiscale

108. **Définition d'une stratégie d'apurement des restes à recouvrer.** Les activités d'AT ont contribué au renforcement du fichier des moyennes entreprises, qui s'est ainsi accru de 680 à 884 entreprises de taille moyenne entre juin 2015 et juin 2016. Par ailleurs, la mission diagnostique organisée par le Département des finances publiques du FMI a permis d'identifier des mesures prioritaires à mettre en œuvre au cours des trois prochaines années. Dans le cadre de ces mesures, les actions de l'AFRITAC de l'Ouest porteront sur le renforcement de la gestion des restes à recouvrer et l'appui à la modernisation de la direction des moyennes entreprises.

Gestion des dépenses publiques

109. **Report d'activités.** L'appui programmé pour l'AF2017 était axé sur la gestion de la masse salariale et de la trésorerie. A la demande des autorités, ces activités ont finalement été reportées à l'AF2018, et devront porter en particulier sur la budgétisation et le pilotage de la masse salariale, ainsi que sur la revue de l'organisation comptable de l'État.

Statistiques de finances publiques

110. **Ébauche d'une table de passage au TOFE selon le MSFP 2001/2014.** Dans le contexte de ces travaux de préparation du TOFE, le Centre a recommandé l'identification de deux cadres devant servir de Point Focal pour renforcer la mise en œuvre des recommandations de l'AT, et faire la liaison avec l'AFRITAC de l'Ouest.

Statistiques du secteur réel

111. **Élaboration des Comptes Nationaux Annuels définitifs 2014 et provisoires 2015, et préparation d'une note d'analyse de ces CNA.** Dans le contexte des travaux ayant permis la réalisation de ces résultats, le Centre a également offert un atelier national de formation au profit des cadres de l'INS sur les méthodologies d'élaboration des CNA.
112. **Préparation du changement de l'année de base.** Le Centre a également appuyé l'INS pour examiner les conditions préalables à l'élaboration d'une nouvelle année de base conforme au *SCN 2008*. Les travaux ont porté sur la préparation d'une stratégie d'élaboration de la nouvelle base et la finalisation de la note sur les sources et les méthodes d'élaboration des CNA conformes au *SCN 2008*.

Gestion de la dette

113. **Identification de sources de vulnérabilité de la dette.** Le Centre a formé 25 cadres guinéens sur l'approche et les actions à entreprendre pour identifier efficacement les principales sources de vulnérabilité du portefeuille de la dette publique.

Supervision bancaire

114. **Préparation d'instructions sur la loi bancaire.** La réglementation et l'adaptation du dispositif de reporting que les banques doivent périodiquement adresser à la BCRG étaient au cœur des activités d'AT de l'AF2017. Les missions réalisées par le Centre ont permis de finaliser un nombre important d'instructions (une dizaine) précisant certaines dispositions de la loi bancaire. Le chantier très important du reporting a, pour sa part, débuté par l'élaboration d'un projet de plan comptable des établissements de crédit et de modèles de situation périodique et d'état financier que les banques doivent transmettre à la BCRG ou publier.

Analyse et prévisions macroéconomiques

115. **Formation sur l'utilisation des fonctionnalités du logiciel Excel appliquées à la modélisation, et sur la problématique de prévisions au niveau de la Banque Centrale.** La formation s'adressait aux cadres du Comité technique de validation du cadrage macroéconomique, et portait notamment sur les aspects conceptuels de la modélisation macroéconomique appliquée. Le Centre a également animé un atelier de formation à la BCRG, sur les modèles en usage dans les banques centrales, particulièrement pour la prévision de l'inflation. Il a aussi contribué à l'élaboration d'un plan d'assistance technique pour le développement d'un système de prévision et d'analyse des politiques monétaires.

Guinée-Bissau

Administration douanière

116. **Renforcement des procédures de dédouanement.** Une mission chargée d'évaluer la mise en œuvre des recommandations proposées par les missions de mars et avril 2016, a constaté que lesdites recommandations n'avaient pas été suivies d'effet et que des contraintes existaient encore dans la procédure de dédouanement à l'importation. Le système SYDONIA étant faiblement utilisé au profit de procédures bureaucratiques et manuelles, l'AT a débouché sur la rédaction d'un guide des procédures automatisées de dédouanement pour renforcer l'outil informatique.
117. **Présentation du guide de procédures.** Toutes les parties prenantes à la procédure de dédouanement automatisé (organismes publics et secteur privé) ont unanimement exprimé un vif intérêt pour le guide de procédures et ont souhaité que les douanes l'appliquent le

plus tôt possible. Par ailleurs, bien que les dispositions dudit guide n'aient pas encore été officiellement mises en œuvre, la mission a constaté que certains services avaient déjà adopté les bonnes pratiques contenues dans ce guide, avec une nette amélioration dans les procédures de dédouanement comme la prise en charge et la valorisation des marchandises, et le contrôle après dédouanement.

Administration fiscale

118. **Identification de nouveaux contribuables.** Les travaux d'AT ont contribué à l'augmentation de l'enregistrement des contribuables dans le fichier central de la Direction Générale des Contributions et des Impôts (DGCI). En effet, avec l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest, il y a eu l'immatriculation de plus de 3800 contribuables administrées par les Centres des impôts mais non enregistrés dans le fichier central ; l'identification de 364 nouvelles entreprises relevant du rapprochement des bases de données des douanes et des impôts ; et la détection de 92 dossiers qui présentent des risques de minoration de chiffres d'affaires.

Gestion des dépenses publiques

119. **Mise à niveau du système d'information.** L'AT fournie par le Centre a permis de faire des avancées en matière de système d'information. En effet, elle a contribué à la mise à niveau du Système d'Information de gestion des finances publiques (SIGFiP) et procéder à l'édition automatisée d'une première balance générale d'entrée des comptes de l'exercice 2015. En outre, le Centre a formé des comptables à l'utilisation des fonctionnalités du module comptabilité du SIGFiP. Une deuxième mission relative à l'élaboration du document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) a permis de présenter les prérequis, la démarche et le cadre institutionnel dudit document.

Statistiques de finances publiques

120. **Progrès dans l'élaboration des tableaux du cadre d'analyse minimum.** Avec l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest les tables de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 et du sous-secteur de la sécurité sociale conformément au *MSFP 2001/2014* ont été préparées. Par ailleurs, l'AT du Centre a permis d'identifier les données disponibles pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum, notamment pour les tableaux portant sur les flux de trésorerie et sur la dette de l'administration publique.

Statistiques du secteur réel

121. **Traitement de données sources et préparation d'une nouvelle année de base.** L'AT fournie par le Centre a permis de disposer d'indicateurs plus récents sur la situation économique, et de progresser sur le projet d'élaboration d'une nouvelle année de base selon le *SCN 2008* et avec

ERETES. La première mission conduite dans ce cadre a permis de poursuivre le traitement des données sources de l'année de base 2015 selon le *SCN 2008* alors que la seconde mission, conjointement conduite avec l'Institut National de la Statistique et des Études économiques de France (INSEE), a formé deux comptables nationaux à l'utilisation d'ERETES, et a élaboré les CNA définitifs 2014 et provisoires 2015. Une troisième mission a permis de disposer des résultats préliminaires de la nouvelle base 2015 conforme au *SCN 2008*.

Gestion de la dette

122. **Amélioration du cadre institutionnel pour la gestion de la dette publique et formation.** Les activités menées par le Centre ont abouti à la préparation d'un projet de réorganisation et de consolidation des fonctions de gestion de la dette au sein de la Direction de la dette publique. En outre, le Centre a formé une vingtaine de cadres de la Direction du service de la dette et de la Direction générale du plan sur les techniques d'évaluation des termes et conditions financières des offres de financement.

Analyse et prévisions macroéconomiques

123. **Amélioration du dispositif de modélisation macroéconomique.** Une mission a en effet évalué la mise en œuvre du plan d'actions pour le renforcement du dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire en Guinée-Bissau.

Mali

Administration douanière

124. **Pas d'activités.** La seule mission qui était prévue au programme a été annulée en raison de la suspension des missions liée à la situation sécuritaire dans le pays.

Administration fiscale

125. **Élaboration d'un plan de contrôle ponctuel.** L'AT du Centre a contribué à l'élaboration d'un plan de contrôle fiscal ponctuel comprenant 376 contribuables qui présentaient de soupçons de dissimulation de recettes et/ou qui n'avaient pas déposé leurs déclarations fiscales dans les délais prescrits par la Loi fiscale.

Gestion des dépenses publiques

126. **Formation des comptables publics et élaboration des manuels de procédures comptables.** En perspective du passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale, le Centre a

fourni une formation aux comptables publics, et contribué au démarrage de l'élaboration des manuels de procédures comptables. L'AFRITAC de l'Ouest a également produit une note méthodologique pour la budgétisation et le pilotage de la masse salariale, et celle-ci a été validée au plan technique avec les principaux acteurs du ministère des finances.

Statistiques de finances publiques

127. **Finalisation de la table de passage et élaboration du TOFE selon le MSFP 2001/2014.** L'AT du Centre a permis de faire des progrès sur la mise en œuvre des réformes portant sur la production du TOFE selon le *MSFP 2001/2014*. Elle a également permis d'affiner les situations de la dette de l'administration publique centrale budgétaire et des flux de trésorerie. Par ailleurs, la matrice d'actions dans une perspective de migration et d'élargissement du champ du TOFE conformément à la directive de l'UEMOA portant TOFE, a été mise à jour.

Statistiques du secteur réel

128. **Progrès dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels.** Le Centre a contribué aux travaux qui ont permis d'obtenir les premiers PIB trimestriels jusqu'en 2016. Il convient cependant de noter que les résultats obtenus sont fragilisés par le retard dans la diffusion des comptes annuels et l'insuffisance des ressources humaines.
129. **Ébauche du document sur l'élaboration des CNA.** Le Centre a contribué à l'élaboration du document sur les sources et les méthodes d'élaboration des comptes nationaux annuels selon le SCN 1993. L'équipe du Centre a également rassemblé les fragments parcellaires des notes déjà disponibles, proposé un plan de la note finale et aidé à mettre en place un dispositif de mise à jour du document pour préparer le processus de révision de l'année de base.

Gestion de la dette

130. **Pas d'activités.** Les activités prévues au cours de l'année n'ont pas pu être réalisées en raison de la situation sécuritaire dans le pays, ainsi que l'indisponibilité des autorités au cours de la deuxième partie de l'année.

Analyse et prévisions macroéconomiques

131. **Formation sur la modélisation macroéconomique.** Le Centre a animé un atelier de formation sur la modélisation macroéconomique à l'attention des membres du Comité de prévision et de modélisation (CPM). L'atelier a été l'occasion de présenter le passage des anciennes aux nouvelles versions des grands comptes macroéconomiques nécessaires à l'actualisation et à l'approfondissement du modèle, d'initier les participants à la pratique de modélisation macroéconomique et d'échanger sur l'amélioration du fonctionnement du CPM. Il a également

permis de retenir des tableaux analytiques conformes au SCN 93 pour les comptes nationaux, au 6^{ème} manuel de balance des paiements du FMI, et au MSFP 2001 pour le TOFE.

132. **Toilettage du modèle macroéconomique.** Le Centre a contribué au toilettage du modèle macroéconomique de la Direction nationale de la planification et du développement, en intégrant les données historiques disponibles sous les versions récentes des comptes macroéconomiques (SCN 93, MSFP 2001, BdP 6). Les experts du Centre ont également proposé des modules de projections des recettes budgétaires, des comptes extérieurs et monétaires ainsi que de la dette publique, et élaboré un cadrage macroéconomique prévisionnel pour l'année 2017 sur la base des données disponibles tout en identifiant les contraintes inhérentes à cet exercice.

Mauritanie

Administration douanière

133. **Développement du Bureau National de la Valeur (BNV).** Cette assistance technique a permis la mise en œuvre des recommandations des précédentes missions et s'est traduite par : (i) le recrutement, l'affectation et la formation du personnel destiné au BNV, ainsi que la formation du personnel des bureaux automatisés ; (ii) la création de la base de données des valeurs de référence et ; (iii) l'activation du champ bloquant dans SYDONIA, favorisant ainsi une meilleure application de la valeur en douane.
134. **Mise en œuvre de la fonction contrôle après dédouanement.** Après une évaluation de la fonction contrôle après dédouanement, l'AT a fourni une formation aux agents et formulé des recommandations pour son renforcement. La formation s'est concentrée sur : (i) la fonction de contrôle après dédouanement ; (ii) le cadre juridique et ; (iii) l'analyse des risques et la planification des contrôles. Enfin, le Centre a contribué, à travers des ateliers, à la rédaction d'un manuel de procédures de contrôle après dédouanement.

Administration fiscale

135. **Renforcement du contrôle sur pièces et ponctuel.** En effet, l'appui au dépouillement des dossiers dans les secteurs de l'importation des produits alimentaires, des matériaux de construction et de la pharmacie, sur la base du contrôle sur pièces a permis d'identifier les risques récurrents dans ces secteurs. Les activités d'AT ont aussi contribué à la consolidation du fichier des moyennes entreprises, et à la rédaction d'une déclaration unique et simplifiée pour quatre impôts et taxes payés mensuellement. Une deuxième mission réalisée a contribué à l'établissement d'un plan de contrôle ponctuel et d'un plan de recouvrement des restes à recouvrer nets.

Gestion des dépenses publiques

136. **Préparation de la transition au budget de programme et amélioration de la qualité de**

la balance des comptes de l'État. Avec l'appui technique du Centre, les autorités ont mis en place un plan d'actions quinquennal pour le renforcement des prérequis et la mise en place progressive des outils d'opérationnalisation du budget de programme et des maquettes des programmes budgétaires pour deux ministères. Par ailleurs, l'AT du Centre a permis de proposer des améliorations à la tenue de la comptabilité générale de l'État et la mise à niveau de l'organisation comptable en perspective du passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale.

Statistiques de finances publiques

137. **Préparation du TOFE.** L'AT fournie par l'AFRITAC de l'Ouest a permis de faire avancer la préparation du TOFE. Il s'est agi en particulier de l'élargissement du champ d'application des statistiques de finances publiques aux collectivités locales, à la caisse de sécurité sociale et aux autres unités extra budgétaires. Les travaux ont permis également d'identifier les sources de données pour la production des différents tableaux.

Statistiques du secteur réel

138. **Réduction des délais de diffusion des CNA et lancement des travaux de révision de la base des CNA.** Les activités d'AT pour les CNA provisoires ont eu lieu au cours de deux missions réalisées conjointement avec le Fonds Monétaire Arabe. La première mission a initié le dispositif de production des CNA provisoires en adoptant les nomenclatures et en identifiant les données primaires. La seconde a aidé à finaliser les CNA provisoires 2015 avec des méthodes proches des CNA définitifs. Deux documents ont été préparés sur la présentation des résultats et sur la méthodologie du dispositif des CNA provisoires. La troisième mission a contribué à la mise en œuvre de la stratégie de révision de l'année de base des CNA en mesurant l'impact des changements et de l'application des nouvelles normes internationales du *SCN 2008* sur le niveau du PIB, et en identifiant les besoins d'assistance technique, notamment pour l'élaboration des comptes nationaux trimestriels.

Gestion de la dette

139. **Identification des améliorations à apporter aux règles relatives aux opérations sur le marché primaire des titres publics.** L'AT a porté sur ces améliorations ainsi que sur des conseils pour une meilleure gestion du risque de refinancement lié aux activités d'émission de bons du Trésor. Le Centre a formé une douzaine de cadres du ministère des finances sur la démarche d'élaboration de la SDMT et de l'utilisation de l'outil analytique.

Supervision bancaire

140. **Finalisation du projet de loi bancaire.** Cette dernière était préparée dans le cadre d'une AT fournie par le département juridique du FMI. Les autres activités d'AT ont porté sur le renforcement de capacités en matière de supervision bancaire, et l'adaptation de la

règlementation en matière de fonds propres, de calcul des risques pondérés et de norme de liquidité à respecter par les établissements de crédit.

Analyse et prévisions macroéconomiques

141. **La réforme du cadre de politique monétaire et de change de la Banque centrale de Mauritanie (BCM).** L'AT sur cette réforme a été fournie par MCM, avec la participation de l'AFRITAC de l'Ouest. L'apport du Centre a consisté en la définition d'un cadre analytique minimum pour la politique monétaire ainsi que des propositions d'aménagement du processus de prise de décision de politique monétaire à la BCM.
142. **Formation.** Le Centre a également conduit deux missions de formation à la BCM. La première s'est appesantie sur les spécifications et les fonctionnalités des modèles de prévision de l'inflation et des agrégats monétaires ainsi que sur les méthodes de calcul de l'inflation sous-jacente. La deuxième mission a porté sur l'environnement du logiciel Eviews, les modèles de séries temporelles, et l'analyse des données et des résultats des modèles. Les experts du Centre ont également formulé des recommandations pour l'appropriation et le renforcement des modèles élaborés, et plus généralement sur la mise en œuvre d'un cadre propice pour le développement de la recherche.

Niger

Administration douanière

143. **Aucune activité n'était prévue pour cette année fiscale.**

Administration fiscale

144. **Définition d'une stratégie d'élargissement de l'assiette et exploitation des données de la caisse nationale de sécurité sociale.** La comparaison entre ces dernières et les données fournies lors de la déclaration d'impôts sur les salaires a révélé des écarts susceptibles de hausser le niveau actuel des bases d'imposition de l'impôt sur les salaires. La campagne de recouvrement des restes à recouvrer (RAR) soutenue par le Centre s'est traduite par le recouvrement de 5 milliards de FCFA entre février et juillet 2016, représentant 11% du stock d'arriérés recouvrables.

Gestion des dépenses publiques

145. **Construction des maquettes des AE/CP des budgets d'investissement.** Le Centre a formé, en rapport avec la GIZ, une équipe dédiée à la poursuite et à la coordination du projet de construction des maquettes d'Autorisations d'Engagements et des Crédits de Paiement (AE/

CP) pour cinq ministères. Il a également aidé à la révision et à la stabilisation des maquettes des deux premiers groupes des ministères.

Statistiques de finances publiques

146. **Préparation de la table de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 conformément au MSFP 2001/2014.** L'AT du Centre a permis d'entamer la préparation de la table de passage, et de procéder à l'identification des sources de données pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum, notamment pour les tableaux des flux de trésorerie, la situation des actifs et passifs financiers, ainsi que la situation de la dette de l'administration publique.

Statistiques du secteur réel

147. **Préparation des CNA 2013 avec ERETES.** L'AT fournie par le Centre a permis au Niger de faire des avancées sur la préparation des CNA 2013 avec ERETES. Il conviendrait de noter que l'INS a déjà diffusé les CNA définitifs 2014 et provisoires 2015 élaborés avec son outil MS Excel.

Gestion de la dette

148. **Pas d'activités.** Le programme de travail a été modifié pour éviter une duplication avec les activités d'un autre bailleur de fonds. En effet, l'activité programmée en début d'année n'a plus eu lieu, le thème ayant été abordé dans le cadre d'une mission réalisée en juin 2016 par la Banque mondiale.

Analyse et prévisions macroéconomiques

149. **Pas d'activités.** Aucune activité n'était prévue au programme de travail de cette année fiscale.

Sénégal

Administration douanière

150. **La gestion automatisée des risques.** Des progrès ont été accomplis en raison de la quantité accrue de rapports d'inspection complétés grâce à l'informatisation desdits rapports. Cependant, les améliorations décisives pour l'achèvement du projet tardent à se mettre en place. Le Centre a fourni un ensemble de recommandations dans le cadre d'un plan d'actions qui devrait contribuer à la finalisation du projet.

Administration fiscale

151. **Amélioration de l'identification fiscale.** L'analyse des fournisseurs d'une grande entreprise (limitée aux montants supérieurs à 50 millions de FCFA) a mis en évidence des entreprises qui effectuaient leurs activités sans disposer des numéros d'identification fiscale (NINEA) et ; 14 entreprises dont les NINEA ne figuraient pas au fichier des contribuables. L'ensemble des anomalies relevées portait sur un montant global de 88 milliards de FCFA.

Gestion des dépenses publiques

152. **Transition vers le budget de programme.** L'AT du Centre a poursuivi l'appui à la transition au budget de programme. En effet, elle a soutenu l'adoption des mesures de rationalisation de la chaîne de la dépense dans le contexte de la déconcentration de l'ordonnancement et de l'encadrement des procédures dérogatoires, ainsi que la mise en place d'un dispositif transitoire d'exécution de la dépense avant le démarrage du budget de programme. De plus, les activités d'AT ont conduit à la préparation d'un plan d'actions pour le renforcement de la fiabilité de la Balance générale des comptes et l'amélioration des procédures actuelles de la comptabilité publique.

Statistiques de finances publiques

153. **Élargissement du champ du TOFE.** Depuis juin 2015, le Sénégal a définitivement basculé au TOFE selon le *MSFP 2001* avec l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest. Aussi, les activités d'AT pour cette AF ont ciblé l'examen des données pour l'élargissement du champ du TOFE, et ont permis d'affiner le TOFE produit selon les nouvelles normes du *MSFP 2001/2014*. Elles ont par ailleurs permis de produire les ébauches de TOFE pour les sous-secteurs de la sécurité sociale et des unités extra budgétaires. En outre, le Centre a soutenu le renforcement de capacités des acteurs des statistiques de finances publiques à travers un atelier de formation aux normes et standards internationaux en matière de statistiques de finances publiques.

Statistiques du secteur réel

154. **Refonte des comptes nationaux.** L'AT fournie par le Centre a contribué à la mise en œuvre du projet de refonte des comptes nationaux. Ce projet vise la publication des Comptes nationaux 2014-2015 conformes au *SCN 2008* d'ici juin 2017. L'AT a également permis de former l'équipe de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie à la préparation des données primaires et à leur confrontation dans ERETES.

Gestion de la dette

155. **Formation.** Le Centre a formé une quinzaine de cadres en charge de la gestion de la dette sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette. Il a aussi participé à une mission conjointe avec MCM et la Banque mondiale, dont les travaux ont permis de renforcer les capacités d'une

dizaine de cadres sur le processus de formulation et de mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme (SDMT), et sur l'utilisation de l'outil analytique de la SDMT développé par les services du FMI et de la Banque mondiale.

Analyse et prévisions macroéconomiques

156. **Pas d'activités.** Aucune activité n'était prévue au programme de travail de cette année fiscale.

Togo

Administration douanière

157. **Régimes suspensifs et gestion automatisée des risques.** Les activités d'AT ont porté sur ces deux thèmes importants. Elles ont été exécutées dans le cadre de deux missions d'AT. Grâce à ces activités, et celles menées par FAD, l'Office Togolais de Recettes a réalisé des avancées, notamment en termes de développements informatiques portant sur la gestion des intrants et des extrants de la zone franche, et sur celle des régimes suspensifs. Au niveau de la mobilisation des recettes, il y a eu des progrès en ce qui concerne les corrections des glissements tarifaires dues à la mise en œuvre du nouveau tarif extérieur commun. Par ailleurs, un inventaire des ressources douanières pour développer un système automatisé de gestion des risques pour la sélectivité des contrôles a été effectué. Les prérequis nécessaires à la mise en œuvre dudit système automatisé ayant été atteints (création de comités techniques, modifications techniques dans SYDONIA, adoption de nouvelles pratiques par les services opérationnels), un projet pluriannuel de gestion automatisé des risques a été initié.

Administration fiscale

158. **Évaluation de la mise en œuvre des recommandations de l'AT.** Dans le cadre de cette évaluation, il a été constaté que des progrès importants ont été réalisés en matière de consolidation de la segmentation des entreprises et du recouvrement des restes à recouvrer (RAR) recouvrables. En effet, 602 dossiers ont été transférés entre les trois segments de la population fiscale, traduisant une meilleure appropriation du concept de segmentation fiscale. Dans la même lancée positive, 62% des RAR recouvrables cantonnés ont été effectivement recouverts au 31 juillet 2016. De plus, s'agissant du projet de mise en œuvre d'une procédure automatisée d'analyse risque, un projet d'expérimentation a été lancé, en se servant de l'analyse des dossiers des secteurs quincailleries et du ciment. Les anomalies relevées ont servi à la programmation des contrôles en se fondant sur des critères objectifs et d'analyse du risque.

Gestion des dépenses publiques

159. **Les activités d'AT ont permis de réaliser deux objectifs importants.** Il s'agit de la mise à niveau du SIGFiP pour prendre en compte les classifications administratives et économiques de la nouvelle nomenclature budgétaire et du nouveau plan comptable de l'État et ; de la traduction des lignes budgétaires de huit ministères en termes de classification des fonctions des administrations publiques (CFAP), ainsi que de la formation d'une équipe de la direction du budget pour poursuivre cet exercice dans d'autres ministères. Ces activités ont également permis de réaliser un état des lieux du système de gestion des finances publiques dans le domaine couvert par le projet sur le renforcement de la gestion des finances publiques financée par l'Union européenne.

Statistiques de finances publiques

160. **Finalisation du tableau de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 à partir des données extra comptables.** Le Centre a contribué aux travaux portant sur la finalisation du tableau de passage, et sur la revue des tableaux du cadre d'analyse minimum portant sur la situation des flux de trésorerie et de la dette de l'administration publique centrale budgétaire.

Statistiques du secteur réel

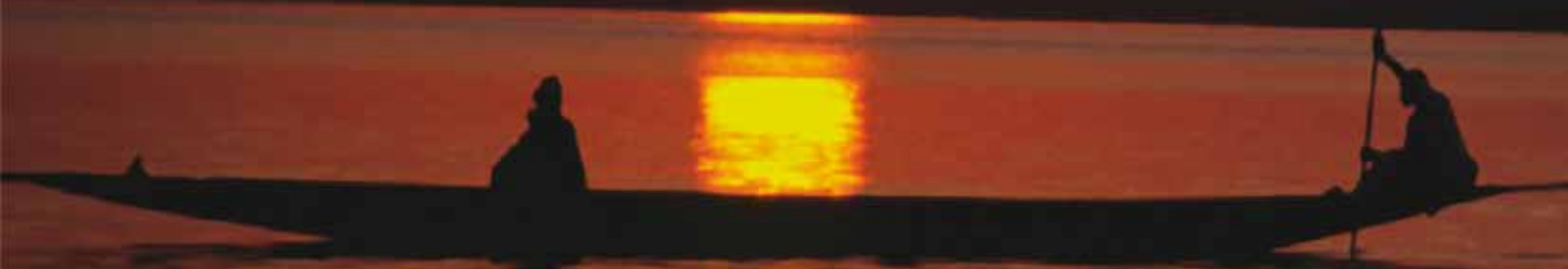
161. **Réduction des délais de publication des comptes nationaux.** L'AT du Centre a permis de finaliser le projet de réduction des délais de publication des CNA. Les activités ont été conduites à travers deux missions qui ont aidé l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques du Togo (INSEED) à finaliser les CNA définitifs 2013, à élaborer les CNA provisoires 2014 et 2015, et à rédiger deux notes sur la présentation des résultats et sur la méthodologie du dispositif des CNA provisoires.

Gestion de la dette

162. **Formation.** L'AT a porté sur le renforcement des capacités à travers une formation en matière de stratégie de gestion de la dette. Le Centre a participé à une mission conjointe avec le département MCM du FMI, et la Banque mondiale, dont les tâches ont permis de renforcer les compétences des cadres de la direction de la dette publique et d'autres services du ministère de l'économie et des finances sur la préparation d'une SDMT de bonne qualité.

Analyse et prévisions macroéconomiques

163. **Examen de PRECOMAT 3.** Le Centre a fourni une AT portant sur l'analyse du fonctionnement et de l'architecture de la version 3 du modèle de prévision des comptes macroéconomiques



du Togo (PRECOMAT 3). Il a aussi formulé des recommandations sur les actions urgentes à mettre en œuvre pour l'appropriation et l'opérationnalisation du modèle. Dans le cadre de ces travaux, un cadrage macroéconomique prévisionnel pour l'année 2018 a été élaboré en utilisant le modèle. Les tests de cohérence menés ont permis d'identifier les contraintes notionnelles et conceptuelles de PRECOMAT 3.

Agence UMOA-Titres

164. **Renforcement organisationnel et développement du marché des titres publics.** Le Centre a aidé à identifier les ajustements à apporter au cadre organisationnel de l'Agence (AUT), et a élaboré le manuel de procédures qui servira de mémoire pour l'AUT, et de référence pour faciliter le travail quotidien des agents. Il a également aidé à identifier les aménagements à apporter aux textes régissant les dispositions des titres publics dans l'UMOA en vue de conforter le développement du marché, ainsi que les assouplissements aux modalités de gestion du calendrier régional des émissions en vue de donner plus de flexibilité aux États pour répondre aux chocs de trésorerie.

BCEAO et Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA (SGCBU)

165. **BCEAO – Pas d'activités.** Il n'y a pas eu d'activités d'AT avec la BCEAO au cours de l'année fiscale 2016/2017 qui a vu l'adoption par le Conseil des Ministres de l'UMOA des textes de transposition des dispositions pertinentes de Bâle II/Bâle III dans l'UMOA. Le nouveau plan comptable bancaire pour lequel l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest n'a pas été sollicité, a également été approuvé à cette occasion.
166. **SGCBU – Travaux sur la mise en place d'un système de notation des banques.** Les activités d'AT menées par le Centre ont porté sur la mise en place d'un système de notation des banques permettant notamment au superviseur d'identifier les établissements les plus vulnérables nécessitant des actions appropriées, et sur la revue des procédures et du contenu des rapports de contrôles sur place effectués par les équipes d'inspection du SGCBU.

LES PAYS MEMBRES DE L'AFRITAC DE L'OUEST



BENIN



BURKINA



CÔTE D'IVOIRE



GUINÉE



GUINÉE BISSAU



MALI



MAURITANIE



NIGER



SÉNÉGAL



TOGO

GLOBAL
PARTNERSHIPS

Shared Objectives • Joint Action • Real Impact

BUREAU DE GESTION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

700 19th Street NW, Washington DC 20431 USA

Tél. : 1-202-623-7646

Fax : 1-202-623-7106

Courriel : globalpartnership@imf.org